

REGARD

regard.ro



Regard 79
15 juin - 15 octobre 2017
18 lei





Nouvelle Renault ZOE

400 km d'autonomie, 100% électrique.



La Nouvelle Renault Zoe change les perceptions et l'expérience de conduite. Avec sa nouvelle autonomie de 400 kilomètres*, Zoe est le premier véhicule électrique qui te rend vraiment libre. Choisis de voyager avec la Nouvelle Renault Zoe et profite du design minimaliste, des moteurs souples, silencieux et des systèmes d'aide à la conduite.

La Nouvelle Renault Zoe enregistre une émission de CO₂ est zéro et une consommation de combustibles fossiles... consommation d'énergie en régime mixte... 14,6 kWh/100 km.
* En cycle NEDC, 300 km en conditions réelles d'exploitation.
La voiture de cette image est à titre de présentation.

renault.ro

VU DANS LE CIEL

Dimanche 4 juin, 9h30 du matin. J'ouvre mon ordinateur et je lis les dernières informations. À Londres, la veille au soir, un attentat terroriste a fait huit morts et des dizaines de blessés. Après quelques minutes, je me dirige vers la fenêtre. J'ai besoin de prendre l'air. Comme chaque matin à la même heure, un ballet d'une trentaine de pigeons se met en place, tournoyant au-dessus des vieilles bâtisses bucarestoises de la rue Plantelor, parfaitement synchrones. Juste à côté, des hirondelles fusent dans tous les sens, et s'amuse à se poursuivre en changeant brusquement de direction. Avec élégance, une mouette vole d'est en ouest, le battement d'aile lent et souple, sereine dans sa course au milieu de ses cousins un peu fougueux. Au sommet des tilleuls qui longent la rue, des moineaux s'occupent eux aussi de couvrir et découvrir leur espace, le vol plus court, plus fragile. Mais comme les hirondelles et la mouette, ils savent évoluer dans leur partie du ciel sans perturber les autres trajectoires. Même les quelques corneilles noires qui trônent avec arrogance en haut des lampadaires, le bec droit et long, les plumes ébouriffées, ne semblent guère déranger. Certes, cet autre monde aura ses codes, mystérieux, le ciel n'est sans doute pas aussi calme qu'il en a l'air. La musique qui se dégage de tous ces volatiles est cependant douce, harmonieuse.

Je referme la fenêtre et retourne à mon ordinateur, attristé et fatigué par l'actualité, souvent dramatique. Et je me demande pourquoi les hommes ne prennent pas davantage exemple sur ce qui se passe juste au-dessus de leur tête.

L+C



Dessin de couverture : Georgian Constantin

RENCONTRE

Elena Calistru, présidente de l'association Funky Citizens / 4

SOCIÉTÉ

Revenir à l'essentiel / 8

Prendre ces esprits / 13

Au volant d'Aro / 27

À LA UNE

Nos Apuseni / 36

HORS FRONTIÈRES

Entretien avec l'expert en défense Dan Claudiu Degeratu / 66

L'autre Budapest / 70

Entretien avec l'écrivain moldave Iulian Ciocan / 78



Les Funky Citizens viennent de lancer leur « Guvernometru » permettant de vérifier si les promesses électorales du gouvernement ont été tenues. Situé dans une vieille demeure du boulevard Pache Protopopescu, le siège de l'association est à l'image de l'équipe : coloré, jeune et dynamique.

Rencontre

Au plus près du citoyen

Propos recueillis par Benjamin Ribout
Photos : Bogdan Baraghin

Elena Calistru, 31 ans, est présidente de l'association Funky Citizens basée à Bucarest.

Derrière un nom à la légèreté assumée, l'équipe jongle avec les chiffres et autres données complexes entourant les notions de transparence et de corruption. Les plateformes en ligne sur le suivi de l'argent public, c'est eux. Leur but ? Rendre accessibles des informations d'utilité publique d'ordinaire difficiles à dénicher et surtout à déchiffrer. Un projet plus qu'utile en Roumanie.

Regard : Depuis quand existe votre association les Funky Citizens ?

Elena Calistru : Depuis 2012. Nous venons tout juste de fêter nos cinq ans. Nous sommes sept dans l'équipe permanente, mais beaucoup de gens nous aident de temps en temps. Pour le « fact checking » par exemple (vérification des faits, ndlr), nous faisons appel à une vingtaine d'experts, de façon ponctuelle. Dernièrement, nous avons lancé le « Guvernometru », un instrument qui dissèque le plan du gouvernement en 1200 mesures et vérifie si elles sont appliquées. Pour ce faire, nous avons reçu un coup de main de quelqu'un du Conseil des investisseurs étrangers, d'un ingénieur de Sibiu et d'un administrateur de systèmes qui travaille en Hollande. Il y a toutes sortes de gens qui gravitent autour de ce projet et s'impliquent d'une manière ou d'une autre, qu'ils soient designers, dessinateurs, programmeurs ou du milieu de la publicité.

Quelle est votre actualité ?

Je viens de rentrer de Focșani avec l'une de mes collègues. Nous sommes toutes les deux de là-bas et nous sommes allées travailler avec des enfants. Ce sont les lycéens eux-mêmes qui ont organisé l'événement et qui nous ont contactées. Ils étaient 200, un samedi. Nous travaillons de plus en plus dans les écoles pour faire de l'éducation civique. Certains de mes collègues sont actuellement à Onești pour un atelier sur les modalités interactives qui permettent d'apprendre comment fonctionne une démocratie. Nous y expliquons l'adoption des lois, les attributions du président et du parlement, ainsi que des choses plus pratiques comme savoir où donner son sang ou que faire en cas d'incendie. Nous avons des retours positifs de milliers de personnes et beaucoup de professeurs nous ont contactés. Nous avons donc créé un kit d'éducation civique. Pour chaque projet, nous travaillons avec des ressources différentes. L'an passé, nous

avons monté un camp d'éducation civique avec soixante adolescents où nous avons fait venir des journalistes, un policier, des avocats, un procureur et même un agent du FBI. Le but était de constituer une librairie vivante. Nous avons aussi visité Cotroceni, le gouvernement, la DNA (Direction nationale anti-corruption, ndlr), et simulé l'organisation d'élections. Les enfants ont adoré. Tout cela fait partie de ce kit d'éducation civique que nous testons dans plusieurs lycées. Et à partir de septembre, nous devrions démarrer un vrai programme d'éducation civique dans les écoles primaires.

L'école roumaine ne propose pas d'éducation civique ?

Si, en théorie, mais elle n'est pas dispensée partout dans les faits, et elle est destinée aux 13-14 ans, ce qui est un peu tard. Les manuels sont par ailleurs plutôt vieux, certains datent de quand le pays n'était pas dans l'Union européenne. Autre problème : la manière dont tout cela

est enseigné. En Roumanie, les adultes eux-mêmes ne savent pas grand-chose sur l'éducation civique. Pour les jeunes, il faudrait des classes plus interactives. Nos simulations d'élections, par exemple, ont un grand succès car les jeunes apprennent en s'amusant. Ils organisent des débats et dessinent des affiches. Il faut les préparer à devenir citoyen. À 14 ans, on prend sa carte d'identité, c'est la première confrontation avec l'État, l'administration. Or, les adultes eux-mêmes préfèrent éviter les institutions. Un jeune de 14 ans doit saisir qu'aller voter est un droit, que l'État doit s'adresser à lui de manière correcte, et que des procédures existent.

Nous venons de lancer le «Guvernometru», un instrument qui dissèque le plan du gouvernement en 1200 mesures et vérifie si elles sont appliquées. »

La transparence et la lutte anti-corruption ne sont pas des choses très « funky » ...

Ce sont en effet des choses sérieuses alors que nous avons opté pour un nom drôle. Avant, je travaillais chez Transparency International. Quand j'en suis partie, l'indice de perception de la corruption était en augmentation en Roumanie, je me suis alors dit que quelque chose n'allait pas. Ce que nous faisions manquait d'impact. Par accident, j'ai lu le livre *Funky business*, et j'ai essayé de transposer son contenu au monde des ONG. Notre nom Funky Citizens vient de là. Au début, nous craignions que personne ne nous prenne au sérieux avec un tel nom. Mais lorsque nous avons vu que nous étions cités dans un rapport de la Commission

européenne puis par *The Financial Times*, nous nous sommes dit que nous avions réussi notre coup. Notre finalité est de rendre accessibles des informations pour lesquelles les gens ont généralement peu d'empathie. Lorsque nous nous sommes lancés, personne en Roumanie ne s'attachait à rendre digérable ce contenu aride et compliqué via des formats numériques. Nous avons ainsi commencé avec un projet sur la manière dont est dépensé l'argent public (le site banipublici.ro, ndlr). L'an passé, nous avons organisé un « cooking show » dans plusieurs villes ; l'idée était de montrer aux gens comment comprendre un budget en utilisant une perspective métaphorique, la cuisine. Nous sommes une sorte de traducteur.

Vous démocratisez l'accès à une certaine information...

En quelque sorte, oui. Très souvent, la communication qui concerne l'espace public est unidirectionnelle. Un ministère sort un communiqué en disant que l'économie a crû de 5%. Pour un citoyen lambda, cela ne veut rien dire. Il faut mettre tout cela en perspective sur plusieurs années afin que les gens puissent dialoguer intelligemment avec les autorités. Il faut traduire ce que disent les institutions, et inversement, ce que les citoyens veulent communiquer à ces mêmes institutions. Voilà pourquoi nous faisons constamment des recommandations aux autorités. Certes, leur retour dépend de l'entité en question, des gens en place ainsi que du moment. Lorsque la pression publique est forte, il est plus facile d'être entendu. D'un autre côté, la réticence des autorités se comprend, pendant très longtemps personne ne leur a demandé quoi que soit. En résumé, il s'agit de faire comprendre aux citoyens qu'ils ont le droit de s'exprimer d'une part, et d'éduquer les institutions à la transparence décisionnelle d'autre part. Toutes nos informations sont aussi adressées aux journalistes qui se rendent compte de notre utilité sur les questions de budget, d'acquisitions publiques et

de transparence. La presse roumaine dispose à l'heure actuelle de très peu de ressources alors que les sujets ne manquent pas.

Racontez-nous une victoire dont vous êtes fière...

Nous sommes par exemple fiers d'avoir réalisé, au soir de la présidentielle de 2014, un modèle de plainte repris en quelques heures par 12 000 personnes qui n'avaient pas pu voter. Une plainte commune a ensuite été transmise au Parquet avec un dossier pénal dont nous attendons la résolution. Sinon, nous croyons vraiment dans notre projet de vérification des faits et des déclarations des politiques. Durant les manifestations du début de l'année, 1,35 million de personnes ont suivi nos informations. Nous mesurons aussi notre impact grâce aux donations individuelles que nous recevons, qui vont de 2 à 5000 euros, et nous en avons reçu près de 700. Autre victoire, lorsque la mairie de Bucarest a accepté, après trois ans de lutte, de réaliser un débat sur le budget. Même chose lorsqu'une coalition d'ONG dont nous faisons partie a obtenu le changement de la loi sur les partis politiques. Avant, pour créer un parti, il fallait des dizaines de milliers de signatures ; dorénavant, il ne faut plus que trois personnes.

Que signifie pour vous l'apathie civique en Roumanie ?

Malheureusement, dans tous les pays ex-communistes, l'apathie a été générée par une déception énorme après 1990. Les Roumains ont cru qu'ils allaient vivre comme en Europe de l'ouest du jour au lendemain. Or, les politiciens au pouvoir n'ont pas été à la hauteur, et les gens ont perdu l'envie de participer à une vie citoyenne. Entre 30 et 40% des Roumains déclarent ne pas savoir pour qui voter si des élections avaient lieu demain. Ce n'est pas qu'ils ne croient pas en l'importance de voter, ils sont juste déçus du peu d'impact que cela génère. D'autant qu'une grande partie de la



population est pauvre. Il est difficile de demander à ces gens d'être attentifs aux questions de transparence. Je considère que c'est surtout le devoir des gens avec des revenus décents de prendre en main ces choses-là. Ce sont eux qui doivent impulser le changement.

Et ce qui vous rend optimiste ?

Quand on voit chaque année qu'il y a de plus en plus de gens qui suivent ce que font les parlementaires et leur mairie avec l'argent public. Durant les manifestations, je suis allée me faire couper les cheveux où je vais d'habitude. On y parle de tout sauf de politique. Or, quand je suis arrivée, les coiffeuses m'attendaient avec un café et voulaient absolument que je leur explique

le rôle de la Cour constitutionnelle et de l'avocat du peuple. C'est là qu'on ressent le changement. Ces manifestations ont représenté un moment de maturité pour la société civile roumaine au sens large. Ce fut un peu l'accès à la majorité pour notre démocratie. Les gens ont compris qu'il fallait passer à l'action lorsque notre classe politique dérapait. Il y a eu des manifestations dans des villes où personne n'était sorti durant la révolution. L'impact a été fabuleux et les gens ont désormais les yeux rivés vers nos gouvernants. Les Roumains savent de mieux en mieux s'informer et ils les ont à l'œil.

Comment sera la Roumanie dans 20 ans ?

Je viens précisément d'assister à une conférence où nous nous sommes posé cette même question. Le potentiel est énorme et de plus en plus de gens veulent un changement mais, dans le même temps, c'est comme si nous roulions avec le frein à main tiré. Tout cela dépendra beaucoup de la manière dont la société civile, et surtout le milieu privé, seront intransigeants avec les décisions prises par les politiques. L'avenir, c'est cette société civile qui agit, moins la classe politique. Une démocratie doit par ailleurs être à même d'intégrer des gens divers qui apporteront leur valeur ajoutée. Et puis les personnes pauvres ont été trop longtemps manipulées dans ce pays, elles ont perdu leur dignité. Il y a beaucoup à faire sur ce plan-là.

Après la France et l'Italie, la Roumanie est devenue le troisième pays de l'Union européenne à se doter d'une loi visant à réduire le gaspillage alimentaire. Mais six mois après sa promulgation, le texte suscite débat, et le ministère de l'Agriculture veut encore reporter son entrée en vigueur pour répondre aux inquiétudes du secteur agroalimentaire et des ONG.

Revenir à l'essentiel

Mihaela Rodina

Photo : Octav Ganea / Mediafax

Deuxième pays le plus pauvre de l'UE, la Roumanie figure paradoxalement parmi les « champions » du gaspillage. Pour limiter ce gâchis, le Parlement a adopté fin 2016 une loi qui prévoit notamment l'obligation pour les opérateurs du secteur agroalimentaire de céder à titre gratuit ou, le cas échéant, de vendre à des prix modiques les denrées alimentaires approchant la date de péremption à des organismes caritatifs. Les produits impropres à la consommation seront, eux, transformés en compost ou en biogaz.

« *Tout le monde veut réduire le gaspillage alimentaire, y compris nous, les distributeurs. Mais cette loi pose problème* », souligne George Bădescu, président exécutif de l'Association des grands distributeurs de Roumanie (AMRCR). Premier souci : le texte autorise les ONG à revendre des produits achetés. « *Cet article crée un circuit parallèle, et on se demande qui va le contrôler* », indique M. Bădescu.

Sorin Minea, président de l'association des transformateurs du secteur alimentaire Romalimenta, pointe d'autres carences de ce texte : « *La loi ne règle pas les problèmes liés à la sécurité alimentaire, au transport et au contrôle des produits. Les transformateurs doivent disposer de toute une logistique et d'employés supplémentaires pour se conformer au texte, mais qui va payer pour tout ça ? Les coûts*

seront énormes. » Il critique en outre les délais prévus pour le don des produits très périssables. « *Il y a des produits dont la durée de validité est de trois à cinq jours. Si on doit les offrir gratuitement deux jours avant la date de péremption, cela ne vaudra même plus la peine de les produire* », explique-t-il.

Les deux hommes assurent que les industriels du secteur et les commerçants ont déjà des partenariats avec des ONG, des hôpitaux, des foyers ou encore avec l'Église orthodoxe, auxquels ils livrent quotidiennement des denrées alimentaires. « *Qu'allons-nous faire ? Annuler ces partenariats construits de longue date et basés sur la confiance ?* », s'interroge M. Bădescu.

Irina Mohora, présidente de l'association Zâmbetul Îngerilor (le sourire des anges) rejoint ces propos. « *Nos partenaires n'ont pas eu besoin d'une loi pour nous fournir des produits. Nuit après nuit depuis quatre ans, nous distribuons des aliments à des personnes démunies, devant la Gare du nord* », indique-t-elle. Baptisé « *Le sandwich de minuit* », ce programme permet de nourrir jusqu'à 150 familles par jour. Son association a conclu des conventions avec quatre grands distributeurs qui remettent tous les soirs à ses volontaires des produits invendus mais toujours bons à consommer.

Ce sont les jeunes âgés de moins de 35 ans, éduqués, ayant des revenus au-dessus de la moyenne, vivant dans le milieu urbain et faisant leurs courses au supermarché qui gaspillent le plus.

Florian Sălăjean, président d'ASSOC, une ONG basée à Baia Mare, met en avant une démarche similaire. En 1998, il a mis en place un partenariat avec un grand distributeur qui a alimenté la cantine sociale de la ville. Depuis, le projet a évolué, grâce entre autres à un financement européen : l'association achète désormais des produits auprès de différents fournisseurs et finance la cantine sociale (comptant environ 120 bénéficiaires) grâce à un restaurant payant. Les serveurs et cuisiniers employés par ASSOC sont également issus de milieux défavorisés, précise

M. Sălăjean. « *J'espère que cette loi permettra d'élargir ce système en contraignant tous les magasins, y compris dans les campagnes, de faire don des produits invendus. Cela permettrait également à des personnes démunies vivant dans des villages lointains d'en bénéficier.* »

Mme Mohora espère également que la nouvelle loi « *rendra le système plus fluide* » et permettra à davantage d'ONG de suivre ses pas. Pionnière dans le domaine, « *Zâmbetul Îngerilor* » dispose déjà de fourgons frigorifiques, indispensables pour le transport des produits alimentaires d'origine animale. Un autre point crucial de la loi... « *Les ONG devront être approuvées par les autorités sanitaires-vétérinaires, et disposer de fourgons* », souligne George Bădescu.

Gabriel Ciubotaru, président de l'association Șansa Ta qui distribue depuis six ans des plats chauds à des centaines de personnes de Bucarest et des environs, reconnaît que la gestion du gaspillage est un casse-tête.



Acteur de référence sur le marché de l'énergie en Roumanie

- Fournisseur de gaz naturel
- Services techniques et d'efficacité énergétique
- Fournisseur d'électricité
- Production d'électricité



« Nous ne pouvons pas nous permettre d'acheter des fourgons. Il appartient aux distributeurs d'assurer le transport des produits, estime-t-il, ajoutant que les contrôles sanitaires-vétérinaires sont très stricts. » Bien qu'il espère que la nouvelle loi encouragera les dons et permettra à son association de créer aussi une cantine sociale.

De son côté, la Banque pour la collecte et la distribution d'aliments, une ONG établie spécialement pour faciliter la mise en œuvre de la nouvelle loi, n'attendra finalement pas son entrée en vigueur pour se lancer. « Nous commencerons en juin par la distribution de chocolats de Pâques, désormais invendables mais toujours bons à consommer », indique son président, Gabriel Sescu. Il ajoute avoir déjà contacté des producteurs qui sont prêts à se joindre au projet, et précise que la plupart des pays voisins disposent déjà de banques d'aliments.

Mais Simon Suitner, un Autrichien qui a fondé le réseau Somaro et dispose de deux magasins sociaux

en Roumanie, est plutôt sceptique. « Au début, j'ai été ravi, mais je ne suis pas à 100% sûr que cette loi fera la différence que nous attendions. » Selon lui, le texte « ne touche pas au gaspillage au sein des ménages », qui représente l'essentiel du problème. Il évoque en outre les inconvénients dénoncés par les industriels, dont les contraintes en termes de logistique. Les deux magasins Somaro vendent aujourd'hui, à des prix modiques, des denrées alimentaires à 640 personnes de Bucarest et 156 de Sibiu, et offrent l'excès à des ONG.

M. Suitner confirme que la plupart des distributeurs ont conclu des conventions avec des ONG, mais il estime que les quantités d'aliments offerts sont trop modestes. « La Roumanie ne dispose malheureusement pas d'une tradition en ce sens », dit-il. Tout en concédant qu'un premier pas a été franchi : « Si la nouvelle loi est loin de représenter la solution parfaite, elle a au moins braqué les projecteurs sur ce problème. »



Les pays de l'Union européenne jettent à la poubelle 20% de leur production alimentaire, soit 88 millions de tonnes par an, ou 173 kilos par habitant. L'essentiel du gaspillage est imputable aux ménages – 47 millions de tonnes – et aux transformateurs – 17 millions –, soit 72% du total.

Inquiet de ce constat, le Parlement européen a adopté mi-mai une résolution appelant les États membres à réduire les déchets alimentaires de 30% d'ici 2025, et de 50% d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 2014.

Selon le site foodwaste.ro, chaque Roumain jette à la poubelle 353 grammes d'aliments par jour. Cela fait 2,5 millions de tonnes par an sur l'ensemble du pays, qui occupe la 9ème place en Europe à cet égard. Une étude du ministère de l'Agriculture révèle que les Roumains jettent environ 10% de la nourriture qu'ils achètent. Mais la distribution de ce gâchis n'est pas uniforme : ce sont les jeunes âgés de moins de 35 ans, éduqués, ayant des revenus au-dessus de la moyenne, vivant dans le milieu urbain et faisant leurs courses au supermarché qui gaspillent le plus.

Mot d'ordre : vigilance

Mihaela Rodina
Photo : Alexandru Dobre / Mediafax

Des centaines de milliers de Roumains dans la rue, des chancelleries occidentales très critiques et une crédibilité au plus bas : le gouvernement de Sorin Grindeanu a payé le prix fort pour sa tentative, fin janvier, d'alléger la législation anti-corruption. Mais cinq mois plus tard, les projets qui avaient scandalisé l'opinion sont toujours dans l'agenda, sous l'œil vigilant de la société civile et de Bruxelles.

À peine installé au palais Victoria, le gouvernement avait dévoilé deux initiatives législatives censées répondre à deux demandes impérieuses : l'une émanant de la Cour constitutionnelle et visant à mieux définir l'abus de pouvoir, l'autre faisant suite à une injonction de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), promettant de réduire la surpopulation carcérale. Présentées à l'époque comme urgents, ces deux textes avancent aujourd'hui à pas comptés, l'un au gouvernement, l'autre au Parlement.

Le projet visant à gracier les détenus qui purgent des peines allant jusqu'à cinq ans de prison – assorti d'une longue liste d'infractions exceptées de cette mesure – a été débattu pendant plusieurs semaines au sein de la commission juridique du Sénat, et a subi des amendements controversés ayant pour but d'adoucir davantage le sort des incarcérés. Mais après les critiques – surprenantes, selon les observateurs – du président des sociaux-démocrates Liviu Dragnea, ces amendements ont été abandonnés, et le projet a été tacitement adopté par le Sénat dans sa version initiale. C'est toutefois la Chambre des députés qui aura le dernier mot. L'arrêt de la CEDH, moins sévère que redouté, a de son côté enlevé aux partisans du projet l'argument de l'urgence. La Cour a en effet critiqué les conditions de détention dans les prisons roumaines, sans toutefois infliger d'amende, et a donné six mois à Bucarest pour

présenter un plan de mesures visant à améliorer la situation.

La Roumanie compte actuellement un peu plus de 27 000 détenus. Si le projet de grâce était adopté dans sa version initiale, environ 2000 d'entre eux seraient mis en liberté. Mais « 70% récidiveraient et reviendraient derrière les barreaux dans les douze premiers mois », selon une étude de l'administration pénitentiaire (ANP), qui souligne que « la grâce ne résoudra pas le problème de la surpopulation ».

L'autre projet toujours en débat vise à mieux coordonner le code pénal avec les décisions de la Cour constitutionnelle. C'est le ministre de la Justice Tudorel Toader qui s'en est chargé. Le texte, qui avait déclenché les protestations, introduisait notamment un seuil de 44 000 euros au-delà duquel – et seulement au-delà duquel – l'abus de pouvoir était considéré comme une infraction, et faisait passer la peine maximale de cinq à trois ans de prison. À la surprise générale, M. Toader a, dans un premier temps, assuré qu'il n'était plus nécessaire d'introduire un seuil pour que ce type d'infraction soit passible de peines de prison. Mais après une nouvelle décision de la Cour constitutionnelle, il s'est finalement engagé à consulter des experts et des membres de la société civile afin de fixer un seuil « raisonnable » – telle était la situation au bouclage de ce numéro, début juin.



Le Parlement roumain fera-t-il enfin preuve d'intégrité vis-à-vis de la lutte anti-corruption ?

« **Aujourd'hui, les choses se font de manière plus perverse. Les lois sont modifiées pas à pas, en profitant aussi de la lassitude de la société civile.** »

Dans les deux cas, la prudence semble régner. Bucarest aurait-il appris sa leçon ?

Mihai Polițeanu, responsable de l'association Inițiativa România (créée après l'incendie mortel du club Colectiv), estime que le danger n'a pas disparu...

« Depuis 2007, il y a eu plusieurs tentatives de modifier le code pénal ou de castrer l'Agence pour l'intégrité (ANI, ndlr) et la DNA (Direction nationale anti-corruption, ndlr). À chaque fois, cela s'est fait de façon brutale, suscitant la réaction immédiate de la société civile, des ambassades occidentales et de la Commission européenne. (...) Mais aujourd'hui, les choses se font de manière plus perverse. Les lois sont modifiées pas à pas, en profitant aussi de la lassitude de la société civile. »

Il craint notamment que ce qui sera proposé par le ministre de la Justice ne soit « massacré » au Parlement.

La Commission européenne a pour sa part averti qu'elle continuait à suivre attentivement les modifications en cours de la législation pénale. En visite à Bucarest en mai, son président, Jean-Claude Juncker, a appelé les autorités à « garantir le caractère irréversible des progrès accomplis jusqu'ici ». Encore plus direct, le vice-président Frans Timmermans a lancé une mise en

garde aux élus : « J'appelle le Parlement à soutenir le gouvernement (sur la réforme de la justice et la lutte anti-corruption, ndlr), et à ne pas changer de cap », avait-il déclaré lors d'une conférence de presse à Bucarest le 20 avril.

Maria Andreescu, de la branche roumaine du Comité Helsinki pour la défense des droits de l'homme (APADOR-CH), montre également du doigt le Parlement. « La bonne nouvelle est que cette fois, le ministère de la Justice a organisé des consultations publiques sur la modification du code pénal. Mais le projet devra passer par le Parlement et on ne sait pas sous quelle forme il en ressortira », dit-elle. Elle estime en outre que le projet de grâce ne se justifie pas, « d'une part parce qu'il ne règle pas la question des mauvaises conditions de détention, et de l'autre parce que cette forme de clémence doit s'appliquer au cas par cas, à des individus, pas à des chiffres ».

En attendant de voir la version finale de ces projets, des ONG dont Inițiativa România se disent « prêtes à redescendre dans la rue » en cas de nouvelle tentative de « stopper la lutte anti-corruption ».

Prendre ces esprits

Texte et photo : Aline Fontaine

Les courants chrétiens évangéliques se répandent dans le monde, des États-Unis à la Malaisie. À côté de ses coupoles orthodoxes, la Roumanie voit aussi pousser des édifices en apparence anodins mais qui abritent déjà plus de 600 000 fidèles. *Regard* a rencontré ces adeptes d'une lecture stricte de la Bible et d'une relation personnelle avec Dieu.



Au 49 de la rue Virgil Madgearu, à Timișoara, seule une discrète enseigne avec le nom « Elim » indique la présence d’une église. À 8h45, ce dimanche matin, femmes aux jupes longues et bandeaux dans les cheveux, et hommes en costume-cravate, Bible sous le bras, se pressent dans cette maison aux moulures blanches. Ils se saluent d’un « paix ». Tous s’apprêtent à franchir les « portes du ciel », comme l’annonce l’intérieur du bâtiment.

Une fois les marches gravies, les femmes se rangent à gauche, les hommes à droite. « *Aucune*

tentation ne doit venir rompre notre lien individuel avec Dieu », confie Doru, l’un des 4300 membres de cette église pentecôtiste, la plus grande de la ville. Ici, pas d’autel ni d’icônes, mais trois caméras pour retransmettre la séance sur six écrans. Un presbytérien s’empare du micro et emporte la foule... « *Levons-nous et prions pour tous ceux qui n’ont pas encore trouvé Dieu*. » Aussitôt, un bourdonnement de voix s’élève. Les uns sanglotent, gémissent, les autres lèvent les bras vers le ciel et, comme dans une transe, crient pour implorer Dieu de leur apporter la lumière.

Après plusieurs épisodes de prière, la température redescend. Place aux différents groupes d’enfants musiciens-chanteurs de la communauté. À 12h30, Samuel peine à quitter la salle. « *Cet endroit me procure une joie à part* », se pâme ce médecin anesthésiste, venu de Cluj. C’est ici qu’en 1999, il a été baptisé, à 19 ans. Chez les évangéliques, le baptême s’effectue à l’âge adulte. Ce petit brun voulait devenir chanteur professionnel de folklore, mais la présence d’un converti parmi les musiciens de sa troupe a changé la donne. « *Il savait que j’aimais beaucoup la musique et m’a amené ici. Je dois*

reconnaître qu’il en a profité », lâche-t-il dans un sourire. Cet orthodoxe non pratiquant est ressorti fasciné. « *Pourquoi ressasser le passé dans le folklore quand je peux atteindre le salut ? J’ai fini par entendre Dieu et ma transformation spirituelle a débuté* », ajoute-t-il, sans pouvoir donner plus d’explication rationnelle. Samuel a quitté ceux « du monde », comme il est coutume de qualifier les non-croyants évangéliques, et a laissé derrière lui cigarette et alcool, bannis par la communauté.

Vide communautaire

Samuel fait partie de la première vague de conversion survenue après la chute de Ceaușescu. « *Nous organisons quatre baptêmes par an, avec à chaque fois plus de 170 personnes, se souvient le pasteur Dumitru Moț de l’église d’Elim, en poste depuis 1988. Nous allions à la rivière avec la fanfare et multiplions les évangélisations dans les stades et parcs de la ville.* »

Un élan guère imaginable quelques décennies auparavant. Les premières églises évangéliques (ou néo-protestantes *) de Roumanie sont apparues vers 1850. L’État a reconnu les cultes pentecôtiste, baptiste, chrétien

* Les chrétiens évangéliques ou néo-protestants se reconnaissent comme issus de la Réforme protestante, mais ont parfois été rejetés par les autres protestants. Trois principaux points fondent leur foi : la Bible comme référence, la « nouvelle naissance » comme don de sa vie à Jésus, et l’évangélisation de la Bonne nouvelle autour de soi.

selon l’Évangile et adventiste du septième jour en 1950, mais sous le communisme, leurs membres devaient se cacher pour pratiquer leur religion. « *Sur les 200 membres d’alors, nous comptons évidemment des informateurs. Nous étions considérés comme des gens honnêtes et loyaux, mais notre croyance nous rendait suspects. En plus, l’Église orthodoxe nous a forgé une mauvaise réputation, nous traitant de sectateurs, parce que minoritaires* », ajoute le pasteur d’Elim.

Mais ces églises ont vite redoré leur image avec l’aide de l’étranger. « *Dans les villes comme dans les campagnes, des missionnaires distribuaient des colis de vêtements et des livres religieux venant des États-Unis, là où les Roumains évangéliques étaient déjà bien implantés. Cette solidarité a généré beaucoup de conversions* », rapporte Nicolae Popa, professeur de géographie à l’Université de l’Ouest (Universitatea de Vest), à Timișoara.

Auteur d’une thèse intitulée *Religion et modernité : sécularisation ou pluralisme religieux*, le sociologue Cătălin Ionete a observé comment certains orthodoxes pauvres ralliaient les églises baptiste et adventiste d’un village d’Oltenie lors d’enterrements. « *Elles proposent des offices religieux moins chers, ces avantages financiers ouvrent des portes. Si un membre d’une famille orthodoxe se convertit, on l’encourage à devenir missionnaire* », détaille-t-il. Selon lui, ces églises ont surtout su profiter du

vide communautaire laissé par la fin de l’idéologie communiste. « *Le besoin d’appartenance à une communauté est naturel, or l’Église orthodoxe n’a pas fait l’effort d’aller chercher de nouveaux fidèles, considérant que tous les Roumains lui appartenaient. Les cultes évangéliques ont offert une croyance plus sérieuse dans le sens où ils exigent une connaissance approfondie de la Bible, et plus palpable tant elle chamboule l’identité* », explique le sociologue.

De prêtre à pasteur

Au point que même des prêtres orthodoxes embrassent ces courants. Un mardi soir, à 23h, Daniel Cristian Florea fait une halte à Timișoara. Dans quelques heures, il doit embarquer pour Détroit. Pendant un mois, il va prêcher devant des communautés roumaines aux États-Unis. Jusqu’en 2003, il portait la barbe et officiait comme prêtre orthodoxe dans un village de Caraș-Severin. Désormais, il est rasé de près et sa paroisse couvre le monde entier. « *J’ai réalisé que mes messes et mes prières n’avaient aucun effet, car les gens s’en remettaient à moi pour atteindre Dieu et n’avaient pas conscience qu’ils devaient le trouver seuls. J’ai compris que l’Église orthodoxe avait introduit trop de traditions, comme la représentation de Dieu par les icônes, éloignant le croyant de l’Écriture sainte. En assistant à des funérailles néo-protestantes, j’ai vu comment ils chantaient l’espoir*



d'une retrouvaille, alors que nous parlions de séparation pour toujours », raconte Daniel.

Quand cet ancien prêtre a voulu transmettre une autre « Bonne nouvelle » à ses fidèles, l'épiscopat l'a convoqué. « Des prêtres et des théologiens m'ont jugé puis excommunié. Une famille néo-protestante nous a alors accueillis ma femme, mes deux enfants et moi. Et je suis devenu baptiste, il n'y avait pas d'autre option dans mon village. Mais pour moi, tous les néo-protestants se ressemblent et je prêche devant tous », poursuit l'homme. De sa vie d'avant, rien ne lui manque. « Pendant les messes orthodoxes, le prêtre est seul. Là, toute la communauté participe, c'est très dynamique et les gens prient de façon libre. » Daniel a déjà incité une dizaine de prêtres à se convertir, il espère que les néo-protestants formeront bientôt la moitié de la population.

Aujourd'hui, 3,5 % des Roumains se disent néo-protestants, dont 85 900 adventistes et 118 000 baptistes. Quant aux pentecôtistes, ils s'affichent comme le quatrième culte après les orthodoxes, les romano-catholiques et les réformés. « De 2002 à 2011, date du dernier recensement, ils sont passés de 324 000 à 368 000. C'est le seul culte de Roumanie qui a crû », souligne Cezar Păvălașcu, du secrétariat d'État aux cultes.

Cette progression touche surtout le nord-est de la Roumanie. « Des régions où le niveau de vie est plus bas, où l'alcoolisme fait des ravages, bref un front d'expansion

Nous pouvons comprendre que de plus en plus de Roms intègrent ce type de courant religieux, ils sont prédisposés au mysticisme, mais le fait que des médecins, avocats ou ingénieurs se convertissent brouille toutes les pistes. »

propice », note le géographe Nicolae Popa. Mais cette attirance reste toutefois un mystère pour les sociologues. « Nous pouvons comprendre que de plus en plus de Roms intègrent ce type de courant religieux, ils sont prédisposés au mysticisme, mais le fait que des médecins, avocats ou ingénieurs se convertissent brouille toutes les pistes », ponctue Cătălin Ionete.

Un engagement fort

La réponse se trouverait-elle dans les moyens déployés par chaque Église ? Partout en Roumanie, facultés de théologie et écoles religieuses, de la maternelle au lycée, se multiplient. Sans compter les chaînes de télévision et les radios. Rien qu'à Timișoara, la radio Voix de l'Évangile recense 20 000 auditeurs permanents.

Raluca y anime le début d'après-midi. Avant, cette trentenaire pétillante travaillait comme conseillère bancaire. « J'avais un produit à vendre, maintenant, j'ai un message d'espérance à transmettre,

c'est plus encourageant », assure-t-elle. Son jean noir et ses sandalettes tranchent par rapport aux tenues prudes d'autres croyants. « Dieu nous a créés pour vivre dans une société à un moment donné. Là où je vais prier, si quelqu'un vient en tenue de foot, il sera accueilli comme les autres. » Son église, indépendante, a été fondée en novembre dernier. Sur ses 300 membres, un tiers sont étudiants ou jeunes travailleurs, et c'est un groupe de rock qui anime leurs rencontres. « Il en faut pour tous les goûts, certains préfèrent la musique plus classique, d'autres optent pour le Hip-hop chrétien », complète-elle.

Sa vie tourne autour de la communauté, à laquelle elle donne 10% de ses 400 euros mensuels. « On n'est pas obligés de le faire et on peut les donner directement aux pauvres aussi. Mais dès que je touche mon salaire, je les mets de côté pour l'église, où nous vivons comme une famille qui a des dépenses, du salaire du pasteur au thé pour le dimanche. » Raluca espère rencontrer son futur époux au sein de la communauté, avec qui

elle n'entretiendra pas de relation intime avant le mariage. « Je ne pourrai pas vivre avec quelqu'un qui ne comprend pas l'importance de Dieu, ni me réveiller le dimanche aux côtés de quelqu'un qui ne voudra pas aller à l'église. » Les évangéliques n'oublient pas non plus qu'ils font partie d'une société où les valeurs se font concurrence. En début d'année, Marilena, une baptiste de 23 ans, a pris sa guitare et composé sa « ballade de Dragnea », parodie de la vie d'un condamné politique. Sur Internet, sa vidéo a dépassé 800 000 vues, et suscité quelques critiques, même dans la communauté. « Pour moi, nous ne devons pas nous taire, surtout en tant que chrétiens. Dieu nous a donné un cerveau, il faut s'en servir pour lutter pour le bien de son pays, sans

violence », explique-t-elle. Un soir de manifestation, elle a interprété sa mélodie sur la place de la Victoire, à Timișoara. Puis elle a demandé aux milliers de personnes réunies de réciter le Notre Père. « Les garçons n'ont pas trop compris quand je leur ai demandé de se découvrir la tête, mais ils se sont exécutés et tout le monde a prié. »

Comme la majorité des néo-protestants, elle participe aux « marches pour la vie », s'oppose aux cours d'éducation sexuelle, et a signé la pétition initiée par la Coalition pour la famille afin de définir le mariage dans la Constitution comme un engagement entre un homme et une femme. « Dieu a créé Adam et Eve, ça c'est la normalité. Je ne suis pas intolérante envers

les hommes, je suis intolérante envers ceux qui tentent d'imposer l'anormalité comme normalité. Oui, j'appartiens à une société, mais si elle prend un mauvais chemin, je préfère suivre Dieu », considère-t-elle.

La voix des néo-protestants commence aussi à résonner jusqu'au plus haut niveau de l'État. Le professeur Nicolae Popa souligne qu'« ils savent utiliser leur religion comme canal de promotion. L'année dernière, grâce à ses puissants relais évangéliques aux États-Unis, le député baptiste Ben-Oni Ardelean a facilité la rencontre entre un conseiller de Iohannis, la présidente du Parti national libéral, et Donald Rumsfeld, ancien secrétaire de la Défense américain ».

Un billet en première ?

Après le vote pour le Brexit et l'arrivée de Donald Trump à la Maison blanche, l'élection d'Emmanuel Macron à la tête de la République française risque de bouleverser la donne géopolitique du continent européen. On ne compte plus les déclarations du nouveau président français concernant l'indispensable refonte, la refondation même, de l'Union européenne.

La première étape commencera avec le redémarrage du moteur franco-allemand, dès le mois de septembre, après les élections législatives d'outre-Rhin. Quel qu'en soit le vainqueur.

Nombreux sont les observateurs qui parient sur un retour de facto à la CECA de 1951, embryon d'une CE devenue UE. La Communauté économique du charbon et de l'acier réunissait alors le Benelux, l'Italie, la France et l'Allemagne. De nos jours, cela ressemble fort au noyau dur d'un nouveau projet communautaire. Et tant pis pour le deuxième ou le troisième cercle. On verra à l'usage.

À l'Est, ce scénario n'affolera pas forcément les dirigeants polonais, tchèque ou hongrois. Mais il en est autrement en Roumanie. L'appartenance à l'Union est un dogme absolu, largement partagé par l'opinion publique depuis l'adhésion en 2007.

Lorsqu'elle entend parler d'une Europe à plusieurs vitesses ou à plusieurs cercles, plus ou moins concentriques, la Roumanie s'inquiète.

Et pourtant, les planètes sont en train de s'aligner d'une manière parfaite. Pour une fois, plaisantent les plus optimistes, la géographie sauve la Roumanie.

La menace russe sur le flanc est de l'OTAN, en Ukraine, en Crimée, voire en Transnistrie, demeure. Alors que les troupes américaines « basées sur zone » risquent de partir. Les changements de pied de Donald Trump concernant l'avenir de l'OTAN mettent en cause l'existence même de l'Alliance et donc la présence des « boys » en Pologne ou en Roumanie.

Angela Merkel l'a parfaitement compris lors des derniers sommets du G7 et de l'OTAN, puisqu'elle parle de la nécessité des Européens de prendre leur destin en main, maintenant. Sur le plan militaire, cela ne peut se faire qu'avec les capacités opérationnelles françaises et une implication politique et financière de l'Allemagne assumée au grand jour.

Il manquera alors un point d'appui à l'Est pour que l'Europe de la défense signifie enfin autre chose qu'un concept. La Roumanie a déjà fait la preuve de son savoir-faire en la matière, en Afghanistan, en Irak et ailleurs. Et personne ne met en cause la solidité de son arrimage à l'Union. Pendant que Budapest et Varsovie s'éloignent de Bruxelles, Bucarest peut rêver à un billet dans le premier wagon du nouveau train continental.

RRI Spécial

Avec
Andrei Popov
ou **Ileana Țăroi**

Chaque jeudi de
13h15 à 13h45 sur
www.rri.ro - canal 2

 **Radio
România
Internațional**

**MICHELIN AGIT
EN FAVEUR DE
LA MOBILITÉ DURABLE.**

Retrouvez notre action sur
#MichelinTakesAction



Sur notre site
michel.in/mobilite-durable



Face au constat

Ioana Lazăr

Par rapport au nombre d’habitants, la Roumanie est le deuxième pays en Europe avec le plus grand nombre de tués sur les routes. Les causes sont diverses, les solutions connues mais toujours longues à mettre en place.

Chaque année dans le monde, environ 1,25 million de personnes perdent la vie dans des accidents de la route, et il y a près de 50 millions de blessés (source : Organisation mondiale de la Santé – OMS). En Europe, c’est la Bulgarie qui a recensé le plus de tués en 2016 (9,9 pour 100 000 habitants), suivie par la Roumanie (9,7) et la Lettonie (8). Viennent ensuite la Pologne (7,9), la Grèce (7,5) et la Croatie (7,3). À l’opposé, on trouve la Suède (2,8), le Royaume-Uni (2,8) et les Pays-Bas (3,3).

La Direction routière de la police roumaine a fait état, en 2016, de 8686 accidents graves qui se sont soldés par 1912 tués et plus de 8000 blessés. « *Les infractions commises par les piétons, et contre les piétons quand ils ont la priorité, ainsi que l’excès de vitesse sont les principales causes de ces accidents*, explique Marian Măndescu, chef de service à la Direction routière. *L’année dernière, nous avons infligé des amendes à plus de 160 000 piétons. Chaque participant au trafic a sa part de responsabilité et risque sa vie et celle des autres s’il ne respecte pas les normes de sécurité.* »

À lui seul, l’hôpital clinique des urgences de Floreasca à Bucarest accueille entre une et cinq victimes d’accidents routiers par jour, dont au moins un enfant en état grave, déplore la médecin urgentiste Rodica Ciolacu... « *Parmi les principaux facteurs de*

risque, il y a bien sûr l’excès de vitesse, le non-port de la ceinture de sécurité ou du casque, la fatigue, l’alcool, et de plus en plus l’usage du téléphone portable au volant. » Certes, depuis 2010, la Roumanie a vu le nombre de tués sur ses routes baisser, mais l’état des victimes s’aggrave au fur et à mesure que le parc automobile « s’enrichit » de voitures performantes. « *Il faut bien comprendre qu’en cas d’impact violent, on risque de mourir quelle que soit la marque de l’automobile*, renchérit Rodica Ciolacu. *Et même si la victime s’en sort, elle reste souvent dans le coma ou en état végétatif persistant.* »

Au-delà de la conduite

La Roumanie compte plus de 7 millions de véhicules immatriculés, soit 6% de plus qu’en 2015 (source : Direction des permis de conduire et de l’immatriculation des véhicules). Sur ce total, 1,55 million ont plus de 20 ans, et 1,44 million entre 16 et 20 ans, ce qui fait que 40% du parc automobile dépasse les normes européennes prévoyant une durée de vie maximale de 15 ans pour une voiture. Heureusement, le programme Rabla s’efforce tant bien que mal d’y remédier (voir encadré).

Par ailleurs, le nombre de jeunes à obtenir leur permis de conduire est à la hausse, ce qui explique aussi que les accidents de la route soient la première cause de décès chez les

15-29 ans, que ce soit en Roumanie ou dans le monde. « *Ici, l’apprentissage dans une auto-école est bien moins cher qu’ailleurs en Europe, cela coûte entre 200 et 250 euros – en France, il faut compter 1 200 euros, ndlr –, et l’examen n’est pas trop difficile non plus*, souligne Marius Teodorescu, moniteur et patron de l’école Teo à Bucarest. *De plus, il suffit d’avoir un permis de plus de cinq ans pour devenir moniteur, ce qui fait que parmi les 120 auto-écoles du pays, un pourcentage important ne peut pas vraiment offrir des services de qualité.* »

Parmi les principaux facteurs de risque, il y a bien sûr l’excès de vitesse, le non-port de la ceinture de sécurité ou du casque, la fatigue, l’alcool, et de plus en plus l’usage du téléphone portable au volant. »

Autre aspect tenu pour responsable du nombre important d’accidents routiers en Roumanie : l’infrastructure routière. « *Nos routes ne se développent pas au même rythme que le parc automobile*, reprend Marian Măndescu de la Direction routière. *Du coup, souvent bloqués dans le trafic, les chauffeurs*

ont tendance à accélérer dès que l’occasion se présente. » Rien de plus dangereux, avertit l’OMS, qui rappelle que l’augmentation de seulement 1 km/heure de la vitesse moyenne d’un véhicule entraîne une hausse de 3% des accidents avec blessés, et de 4 à 5 % des accidents mortels. La Roumanie ne dispose que de 748 kilomètres d’autoroute, dont 96 construits à l’époque du régime communiste. Selon la Compagnie nationale chargée de l’administration de l’infrastructure routière (CNAIR), le nombre de kilomètres d’autoroutes nécessaire serait au moins d’un millier. Certes, des travaux sont en cours sur plusieurs tronçons roumains du couloir pan européen IV qui reliera la Turquie à l’Allemagne. « *Mais l’année dernière, aucun kilomètre d’autoroute n’a été construit. Nous avons juste refait un tronçon et réhabilité des routes nationales*, précise Alin Șerbănescu, du bureau de presse de la

CNAIR. *Il y a des constructeurs qui ne font pas bien leur travail, mais la loi est telle qu’on a dû mal à les traduire en justice. Les procès durent et les dossiers restent bloqués.* »

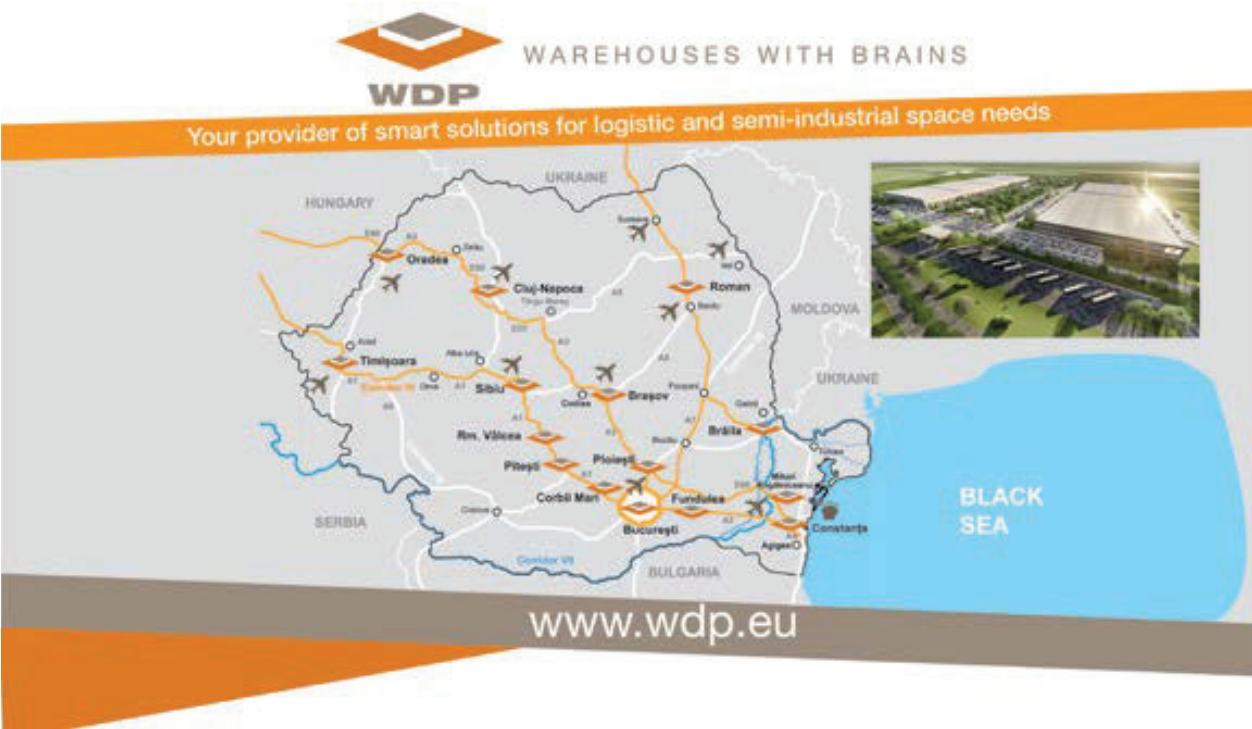
De son côté, la police affirme que la responsabilité incombe aussi aux administrations locales, les seules à gérer l’infrastructure routière au niveau départemental et communal. D’autant que les statistiques montrent que la plupart des accidents se produisent précisément dans les localités urbaines ou rurales.

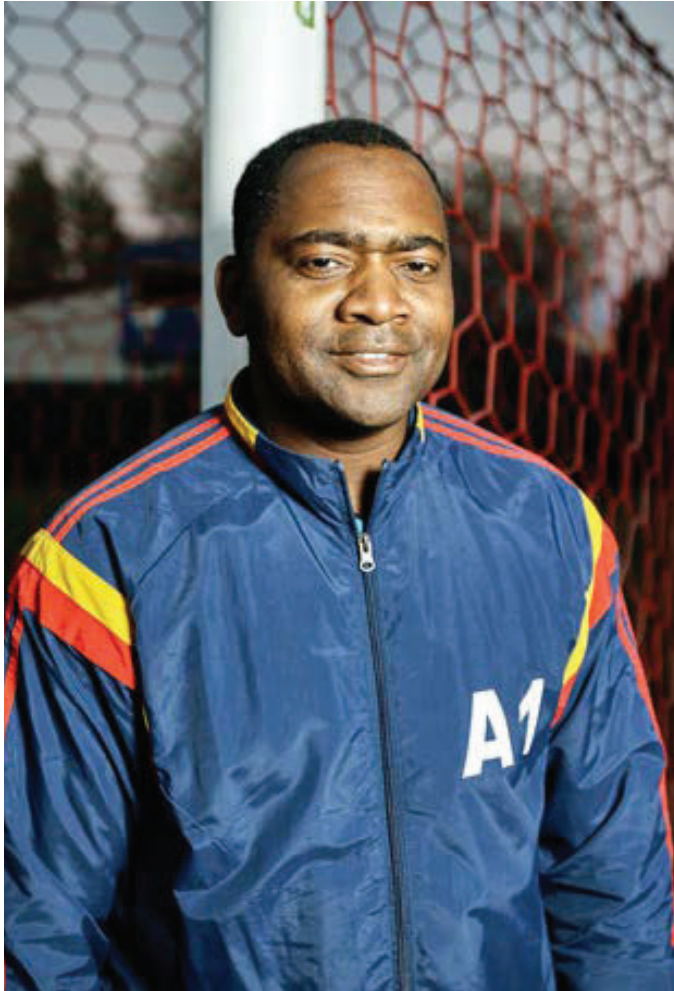
Enfin, elles aussi victimes de l’état des routes, les ambulances ont souvent du mal à se déplacer sur les lieux de l’accident. Et Rodica Ciolacu de conclure : « *Il arrive même que les chauffeurs ne nous accordent pas la priorité, et la population dans son ensemble ne sait pas apporter les premiers secours aux victimes.* »

Point positif dans ce triste tableau : en novembre dernier, les autorités ont adopté une stratégie nationale censée accroître la sécurité routière d’ici 2020, et réduire de moitié le nombre de décès sur les routes par rapport à 2010. En espérant qu’elles s’en donneront les moyens.

Rabla

La Roumanie a démarré en 2005 le programme Rabla censé renouveler le parc automobile, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Arrivé à sa treizième édition, ce programme a permis la mise hors d’usage d’environ 553 000 véhicules, et l’achat de plus de 25 800 voitures neuves. Cette année, le ministère de l’Environnement a également lancé le programme Rabla Plus offrant un éco ticket de 45 000 lei (presque 10 000 euros) aux particuliers souhaitant s’acheter une voiture électrique.





La main d'Aimé

Après une carrière de joueur de foot, le Congolais Aimé Léma – par ailleurs bucarestois depuis presque trente ans –, est devenu entraîneur. Et depuis le début de l'année, il dirige une équipe pas tout à fait comme les autres.

Marianne Rigaux
Photo : Nicolas Friess

Parmi les joueurs du club Romprim, en 4ème division du championnat roumain, il y a des Roumains, dont certains de la minorité rom, un Congolais, un Camerounais, et un gardien de but amputé d'un bras. L'équipe d'Aimé Léma est plutôt hétéroclite et c'est voulu... « *Je défends la diversité et l'égalité des chances, même si on a une obligation de résultat et qu'on ne veut pas descendre en 5ème division* », souligne l'entraîneur. Un écho à sa propre histoire, lui qui est issu de l'immigration africaine des années post Ceaușescu.

Né à Kinshasa en 1969, Aimé Léma arrive à Bucarest en janvier 1991 comme étudiant en chimie. Tout ce qu'il

connaît du pays se résume alors à ses cours de lycée et aux noms de grands sportifs : Gheorghe Hagi en foot et Nadia Comăneci en gymnastique. « *Ma première vision de Bucarest sous la neige donnait vraiment envie de repartir le plus vite possible* », dit-il en souriant. Les affrontements ethniques de 1995-1996 au Zaïre – nom de l'actuelle République démocratique du Congo sous la deuxième république, entre 1971 et 1997 – l'empêchent de rentrer. Lui qui n'aurait dû rester que quatre ans s'installe durablement, épouse une Roumaine et obtient l'asile politique en 1999. Parallèlement à ses études, il dispute quelques matchs amicaux avec des compatriotes, puis intègre un club de 4ème division.

Attaquant rapide et athlétique, il enchaîne les contrats et les déplacements avec succès. « *Je négociais assez bien mes engagements, jusqu'à 2000 lei par mois, alors que d'autres n'obtenaient que 800 lei.* » Longtemps, Aimé Léma a été l'un des seuls joueurs africains du championnat roumain. « *C'était parfois difficile quand je jouais en province ; les gens n'avaient jamais vu de noir. Mais je ne ressentais pas de racisme, plutôt de la curiosité.* »

Pour un foot propre

Après sa carrière de joueur, Aimé Léma se lance dans le commerce de produits africains et devient entraîneur bénévole, d'abord à l'A.S. Frăția, puis à Romprim. « *Aimé Léma est un homme droit, juste, sévère quand il le faut, compréhensif et pédagogue* », témoigne Daniel Petrache, l'un de ses joueurs.

D'ailleurs, les affaires de corruption dans le football désespèrent Aimé... « *Les matchs arrangés, j'ai d'abord vécu ça en tant que joueur. Un jour, j'ai marqué un but et cela n'a pas plu. On ne devait pas gagner le match, mais personne ne m'avait prévenu car j'étais étranger.* » Une autre fois, un excellent contrat l'oblige à reverser la moitié de son salaire en dessous-de-table. Il refuse.

« *Je ne veux pas de ces magouilles. Le football roumain a été détruit par les petits arrangements, surtout dans le bas du tableau.* » Aussi, quand on lui demande de présenter les cartes d'identité de chacun de ses joueurs avant un match pour vérifier qu'il n'y ait pas de « mercenaires » dans l'équipe, il le fait volontiers. Et à ses deux enfants qui commencent leur carrière sportive – foot pour le fils, handball pour la fille – il compte bien transmettre ses valeurs.



SANOFI EST UNE ENTREPRISE MONDIALE DE SANTÉ engagée dans l'amélioration de l'accès à la santé et l'accompagnement des personnes face à leurs défis de santé. De la prévention au traitement, les plus de 110 000 collaborateurs de Sanofi s'emploient à faire une différence dans le quotidien des patients, où qu'ils soient dans le monde, pour leur permettre de vivre en meilleure santé.

www.sanofi.com | www.sanofi.ro



En attendant l'éclaircie

Le marché du travail en Roumanie souffre principalement de quatre symptômes : le vieillissement de la population, l'exode à l'étranger, un grand nombre d'emplois non qualifiés et un système éducatif peu performant. À l'origine de cette situation, la disparition subite des grandes sociétés d'État après 1990, qui a engendré de profondes contractions dans divers secteurs, par exemple celui des mines, et a affecté l'ensemble des régions roumaines de façon plus ou moins dramatique.

Parallèlement à ce traumatisme économique, une troisième révolution industrielle voyait le jour sur l'ensemble de l'Europe : la révolution technologique, « qui demande un autre type d'école », souligne le mathématicien Varujan Pambuccian. Les qualifications autrefois destinées à fournir les industries lourdes en ouvriers spécialisés et ingénieurs ne sont plus d'actualité. Le marché du travail a besoin de ressources humaines autrement formées, et ça prend du temps. D'autant que 16,1% des jeunes roumains n'étudient pas ou ne travaillent pas, un pourcentage qui descend à 4% dans des pays comme l'Allemagne ou la Suède.

Mi-mai, la Banque nationale de Roumanie (banque centrale) a publié un rapport confirmant que « le marché du travail roumain est particulièrement vulnérable à cause du niveau trop faible des formations ». Ce rapport ajoute que

« parmi les pays membres de l'Union européenne, la Roumanie a le plus fort pourcentage de postes en danger d'automatisation, plus de 60% ». Certes, le taux de chômage reste peu élevé, mais il est loin d'être le seul indicateur de l'état de santé d'un marché du travail. Un autre rapport de 2016 de la fondation Eurofound place d'ailleurs la Roumanie en queue de peloton pour la qualité des emplois, que ce soit en termes de pénibilité, d'environnement ou de rémunération.

Sans compter qu'une seule famille roumaine sur deux (51%) dispose de deux salaires, alors que des pays comme la République tchèque ou la Hongrie sont à 70-72%. De plus, une grande partie rurale du pays est totalement déconnectée de l'économie nationale ; non imposée, non assurée – socialement et/ou médicalement –, elle survit grâce à des activités informelles demandant très peu de qualification.

Enfin, les générations post-1989 qui arrivent aujourd'hui sur le marché du travail vont devoir entretenir une population qui vieillit. En 1992, environ 17 adultes étaient âgés de 65 ans et plus sur 100 personnes ; aujourd'hui, ce rapport est de 25 sur 100. Une tendance qui n'est pas prête de s'inverser avec les départs à l'étranger séduisant une part toujours importante des jeunes diplômés. Le tableau est tellement noir qu'il ne peut que s'éclaircir.

Zebra

Amicalement
vôtre,
**Mihaela
Dedeoglu.**

Du lundi au
vendredi,
de 10h à 13h.

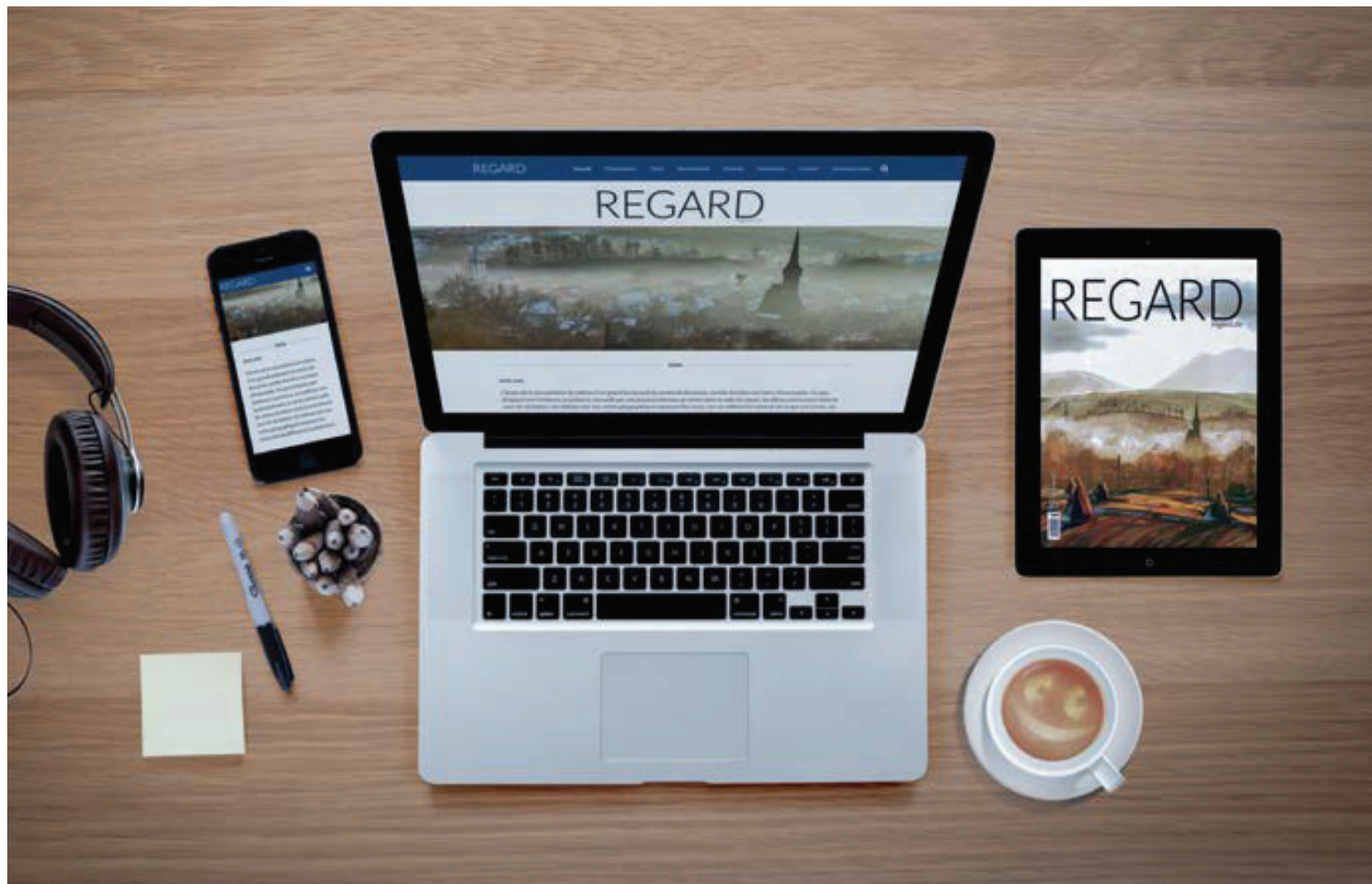


Je veux que ma maison soit en sécurité même quand je suis absent

Détails dans les magasins et sur www.orange.ro/smarthome

**Vous rapprocher
de l'essentiel**

Prix TTC, offre valable jusqu'au 30 août 2017, pour les contrats d'un an.



Regard... partout

Le site www.regard.ro accueille de nombreux abonnés qui ont accès au dernier numéro de la revue Regard ainsi qu'aux archives.

Via notre site, vous pourrez également souscrire à la version papier (l'abonnement numérique sera alors gratuit).
Il suffit de vous connecter...

www.regard.ro

Société

Au volant d'Aro

Situé à quelques kilomètres de la ville de Câmpulung Muscel (département d'Argeș), un étrange musée fait revivre l'histoire de l'automobile roumaine.

Benjamin Ribout
Photos : Corina Eredenta Moldovan-Florea

La Roumanie compte plusieurs musées dédiés à l'automobile, comme à Satu Mare qui en héberge un consacré à Dacia depuis l'an passé. Câmpulung Muscel, terre des mythiques voitures tout-terrain Aro, se devait donc d'avoir le sien. Certes, la marque est loin d'avoir connu le succès de Dacia, avec une descente aux enfers des plus spectaculaires. Les Aro ont pourtant été un fleuron de l'industrie communiste ainsi qu'une fierté locale. Aujourd'hui, il ne reste plus grand-chose de ce passé glorieux. Sauf un petit musée, enfin mis en place grâce à une famille, celle d'Emil Hagi.

D'origine aroumaine, Emil a assisté au déclin de Aro. « *Je n'y ai jamais travaillé, si ce n'est deux étés lorsque j'étais lycéen pour me faire deux, trois sous*, précise Emil. *Tout le monde passait par l'usine d'une manière ou d'une autre. Au moment de sa gloire en 1989-1990, elle employait 13 000 personnes sur 39 000 habitants à Câmpulung, soit près de un sur trois, sans compter les acteurs économiques qui gravitaient autour.* »



Brebis versus Aro

Féru de mécanique, Emil a lancé son musée en 2014 et l'a depuis élargi à tout ce qu'a produit la Roumanie sur deux et quatre roues. « *On a commencé avec la mythique IMS M461, produite dans les années 1950, avant d'enrichir la collection à toutes les voitures de la gamme Aro. C'est une forme de patriotisme local, même si nous essayons aussi de présenter ce qui s'est fait dans d'autres régions de Roumanie. Et*

j'espère pouvoir accueillir un jour des camions et des autobus. » Les véhicules sont entreposés sous un hangar au milieu d'un jardin accolé à une jolie demeure *musceleană* de plein pied. Sur la façade, des châssis de Aro, alors que des brebis paissent à proximité.

« *Les voitures ont un temps remplacé les brebis dans le coin, mais on est revenu aux brebis*, constate Emil. *La région a toujours été agraire, jusqu'à ce qu'une*



section de pièces et d'hélices destinées aux avions IAR produits à Braşov ne débarque ici pendant la guerre. Cela a marqué le début de l'industrie à Câmpulung. Après, on a commencé à fabriquer des cadenas et des pompes pour arroser les arbres. Puis les Aro tout-terrain sont arrivées. » Dès 1957, la première voiture est produite, d'inspiration russe. Viendra ensuite la M461, pur produit local. Dès 1965, elle sera exportée dans plus de 80 de pays. Une situation des exportations par modèle et par année est d'ailleurs consultable dans le musée.

Le projet d'Emil Hagi ne bénéficie d'aucune subvention ni même de donations de véhicules. Toutes les voitures ont été achetées, notamment lors d'enchères lancées par l'armée roumaine. Le reste est déniché au hasard des marchés d'amateurs de véhicules de collection. Emil procède lui-même à la restauration dans un atelier improvisé. Il bichonne actuellement une ARO 12 avec une carrosserie de Dacia break 4x4, « une voiture rare », souligne-t-il. Et s'occupe d'une ambulance militaire de 1985.

Le hangar du musée abrite aussi une Ford Romana. « Entre 1936 et 1939, les usines Ford Romania situées à Bucarest dans le quartier Floreasca ont monté environ 5000 Ford, dont les deux-tiers étaient des V8 exportées dans tout l'espace balkanique. C'est d'ailleurs sur une Ford que l'équipage Petre Cristea et Ion Zamfirescu a remporté le rallye de Monte-Carlo en 1936. La seule victoire roumaine à ce jour. Ici, vous avez une M461, réplique de la Aro qui a participé à l'expédition scientifique transafricaine de 1970-1971. En rentrant, l'équipage formé de chercheurs a créé le musée

des sciences naturelles de Cluj, ils ont aussi introduit la spiruline en Roumanie, utilisée depuis comme complément alimentaire. Cette voiture les a transportés sur plus de 18 000 kilomètres de brousse et de désert », rappelle Emil.

Ranimer le « zimbru des Carpates »

Les Aro, dont la plupart ont plus de 30 ans, sont désormais classées voitures de collection. À Câmpulung, seuls cinq habitants possèderaient encore des modèles IMS, dont Emil qui organise des rencontres entre passionnés de tout le pays. Une trentaine d'équipages fait alors le déplacement, façon de ranimer le

« Zimbru des Carpates » (Zimbrul Carpaţilor), surnom des voitures estampillées Aro – le zimbru est une espèce de bison. Emil a également lancé des invitations aux écoles de la ville, notamment durant la semaine Şcoala Altfel, mais elles sont pour le moment restées lettre morte.

À l'intérieur du musée, aux côtés du buste de Victor Naghi, directeur emblématique de l'usine Aro entre 1956 et 1982, se côtoient souvenirs, photos et divers objets. Au sol, un imposant moteur de IMS, et sur les murs, beaucoup d'images des innombrables lieux où les Aro s'exportaient sous Ceauşescu. Emil Hagi connaît par cœur les clichés de ces fragments d'histoire officielle : « Ici, ce sont des tests de l'armée égyptienne. Là, nous avons

une photo d'une démonstration de l'armée jordanienne avec le général qui est ensuite devenu le roi Abdallah, et l'un de nos techniciens. Nos spécialistes voyageaient aux quatre coins du monde. Là, on peut voir une ligne d'assemblage en Indonésie. »

Un peu plus loin se trouve la partie réservée aux vélos : un modèle Carpaţi de 1959, un Tohani des années 1960, mais aussi un Pegas des années 1970. Ces deux roues étaient fabriqués de l'autre côté des Carpates, à Zărneşti (département de Braşov), dans une usine qui produisait d'abord de l'armement. Le musée expose par ailleurs des motos mythiques, les Mobra, Carpaţi et Hoinar. « On me demande souvent si je suis nostalgique de la période



communiste, mais pour moi il s'agit d'autre chose. Nous sommes juste des passionnés, et on est fiers de pouvoir sauver tout ça », explique Emil en s'arrêtant devant la revue de presse. Plusieurs articles d'époque issus de la presse agricole française encensent les Aro. « Elles avaient du succès car elles étaient robustes, simples à réparer et bon marché », souligne-t-il.

Le musée pousse le fétichisme jusqu'à présenter les bleus de travail des ouvriers et autres tenues des membres de la chorale de l'usine. Aro, comme tous les mastodontes de

la période communiste, misait sur l'éducation des masses avec toutes sortes d'activités culturelles « hors travail ».

En 2014, une comédie plutôt amère de Tudor Giurgiu, « *Despre oameni și melci* », a rappelé le triste destin de l'usine Aro sur fonds de privatisation douteuse en exploitant une idée saugrenue évoquée à l'époque : sauver l'usine grâce au don du sperme de ses ouvriers. Tout cela n'aura jamais lieu. Le poster du film trône dans le musée. Tout comme pléthore d'objets qui ont aidé à sa scénographie, dont le fameux

cendrier Aro à partir du volant des premiers modèles.

Une grande partie des bâtiments de l'usine a depuis été démolie et un simulacre de parc industriel a vu le jour. Qui, en réalité, ne fait que stocker des déchets importés. Emil s'exaspère : « *Les locaux ont tiré la sonnette d'alarme mais rien ne s'est passé jusqu'à un grave incendie, il y a quelques années. Les déchets n'ont jamais été évacués et sont dangereux. Aro mérite mieux que ça.* »



Le monde est ma scène, **#la Wallonie** est mon foyer

FRANCO DRAGONE

Franco Dragone illumine la planète de ses spectacles hors du commun. Aux côtés de milliers d'autres entrepreneurs, artistes, acteurs, designers et écrivains wallons, il exporte dans le monde entier un talent créatif typiquement belge.

La Wallonie, une ouverture sur le monde.


Wallonia.be

Nouvelle vie pour un vieux clavecin

Mihaela Rodina
Photos : Asociația Antiqua

Un clavecin fabriqué en 1621 à Anvers par le Hollandais Andreas Ruckers et rénové en 1772 par le Français Pascal Taskin attend une nouvelle vie grâce à une initiative de l'association culturelle Antiqua. Pour sauver ce délicat instrument qui a traversé l'Europe et les siècles, une soixantaine d'artistes contemporains roumains se sont mis d'accord pour mettre aux enchères, chez Artmark, une de leurs œuvres. Mi-mai, près de 6500 euros avaient déjà été récoltés lors de cette première étape du projet. Le clavecin, qui a appartenu à la sœur Élisabeth du roi Louis XVI, avait été racheté en 1879 pour être inclus dans la collection du roi Carol Ier de Roumanie. Il fut alors installé dans l'une des salles du château de Peleş, à Sinaia, où il se trouve toujours. Mais attaqué par les insectes et l'humidité, il s'est graduellement dégradé. Grâce aux fonds recueillis, le clavecin pourra être une nouvelle fois restauré.





Grands sons

Du 2 au 24 septembre, Bucarest accueillera la 23ème édition du Festival international George Enescu. Plus de 3000 artistes de renom monteront sur scène dans la capitale, mais aussi à Brașov, Sibiu, Cluj-Napoca, Timișoara, Iași, Bacău et Ploiești. Rencontre avec Mihai Constantinescu, directeur exécutif du Festival.

Propos recueillis par Valentina Budur

Regard : Pour 2017, vous avez imaginé un Festival Enescu sous le signe de la lumière, qu’est-ce que cela signifie ?

Mihai Constantinescu : Bien que parsemée de moments de tristesse, de douleur même, la musique d’Enescu transmet beaucoup de lumière, de modernité. C’est en ce sens que nous avons pensé le festival. Nous allons notamment mettre en avant la musique contemporaine par des œuvres choisies, la présence d’une trentaine de compositeurs internationaux et de plusieurs grands solistes. Et puis nous avons un nouveau directeur artistique, Vladimir Jurowski, un chef d’orchestre russe très

proche de la création d’Enescu et innovant. En première, il y aura une session consacrée à la musique du 21ème siècle, façon de répondre aux attentes de notre public, de plus en plus jeune.

Quels seront les moments phares du Festival ?

Je recommande vivement la version revisitée de l’opéra « Œdipe » d’Enescu, avec la philharmonie de Londres, « La damnation de Faust » de Berlioz, avec la philharmonie George Enescu, et « Mathis le peintre » de Hindemith, avec l’Orchestre national de Radio Roumanie. Côté expérience musicale, il y aura des soirées exceptionnelles : le concert dirigé

par Antonio Pappano et les récitals des pianistes Lang Lang et Daniil Trifonov, du baryton Dmitri Hvorostovsky ou du contre-ténor Philippe Jaroussky. Et il nous a fallu dix ans pour convaincre la violoniste allemande Anne-Sophie Mutter de nous rejoindre. Cette année, elle revient à Bucarest. À mesure que le festival grandit, il est plus facile de faire venir les artistes, et plus difficile d’en refuser d’autres. Nous pouvons déjà leur imposer des créations d’Enescu, si bien que cette année, nous en avons 37 à l’affiche. Il y a de toute façon un intérêt croissant des artistes internationaux de l’inclure dans leur répertoire.

À côté des grands concerts et récitals, que proposerez-vous au public ?

Pour la première fois en Roumanie, une trentaine de compositeurs se réuniront pour parler de leur musique, un rendez-vous de spécialistes. À cela s’ajouteront nos événements habituels, notamment le « Bucarest créatif » (București Creativ) qui se décline en une multitude d’événements en plein air, expositions et circuits culturels à travers la capitale. Mais j’aimerais que cette fois-ci – après l’édition 2015, ndlr –, Bucarest notamment vive ce festival avec davantage d’intensité, qu’elle devienne une véritable capitale de la musique.

LA CHRONIQUE de Matei Martin

journaliste à Radio România Cultural
et Dilema veche

Pages perdues

Une étude récente de la Fédération européenne des éditeurs confirme la dépression dont souffre le marché du livre. Partout en Europe, le livre est en déclin, même si jamais autant de livres n’ont été publiés – plus de 500 000 l’an dernier. Les chiffres d’affaires des éditeurs sont en baisse, les lecteurs ne tenant plus le pas avec les nouveautés. Conséquence, le nombre de librairies a progressivement chuté presque partout en Europe, alors que les distributeurs de type Amazon, que ce soit pour le numérique ou la vente en ligne, représentent encore un phénomène marginal – toutefois en forte croissance en Europe de l’ouest, notamment

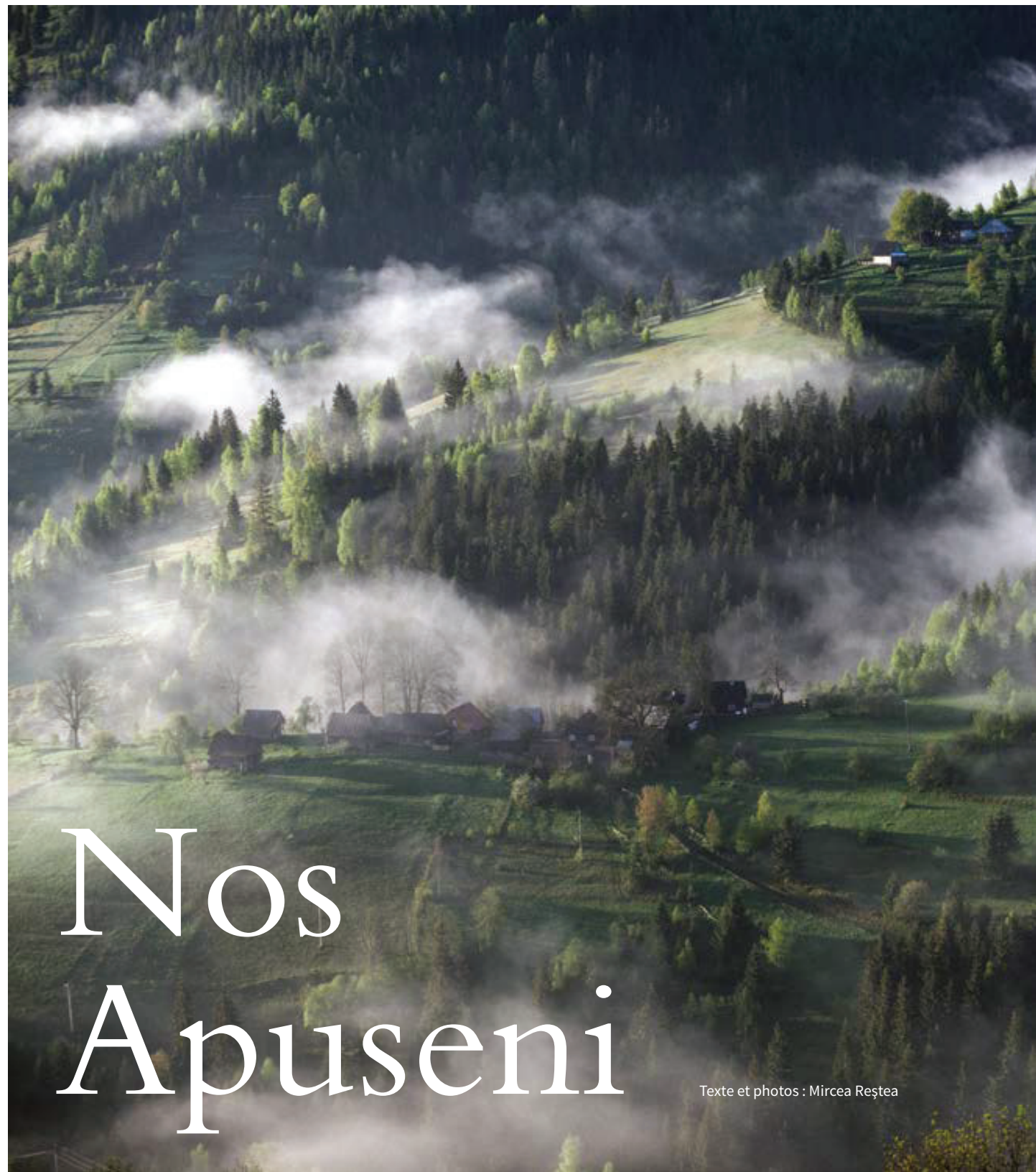
pour le livre numérique. Des pays comme la France ou l’Allemagne se sont munis d’outils législatifs et institutionnels pour soutenir les librairies, plus particulièrement les librairies indépendantes. Ce n’est pas le cas dans des pays plus pauvres comme la Roumanie. Le réseau de librairies développé par le régime communiste a été totalement démantelé. Les anciennes unités, une fois privatisées, ont été transformées en commerces plus profitables. Résultat, seules 300 librairies fonctionnent en Roumanie. Il y a des villes, même de taille moyenne, qui n’en ont aucune.

On estime la masse des lecteurs à seulement un million et demi de personnes, et le chiffre est optimiste. Les tirages moyens des livres sont parmi les plus bas en Europe. La somme annuelle dédié à l’achat de livres est, elle aussi, à un niveau très faible – l’enveloppe est infime comparé à la moyenne européenne (12,6 euros par an, contre 103 euros). Quant au chiffre d’affaires global du marché du livre, il n’atteint que soixante millions d’euros. C’est à peu près le même chiffre qu’en Bulgarie, sauf que là-bas, la

population est moitié moins importante qu’en Roumanie. Et toujours pour une population moitié moins importante, le marché du livre en Hongrie dépasse 200 millions d’euros. Bref, les Roumains lisent de moins en moins.

Difficile de distinguer les causes des effets. Les lecteurs ont-ils disparu parce qu’il n’y a plus de librairies ? Ou bien les librairies ont-elles disparu suite à la perte de leurs lecteurs ? Est-ce un problème d’accès ou s’agit-il d’une chute de la demande ? Certainement un peu des deux.

L’échec du système scolaire laisse aussi des traces. Plus de 40% des élèves de 15 ans sont des analphabètes fonctionnels, c’est-à-dire qu’ils peuvent lire un texte mais ne sont pas capables d’en résumer les idées principales. Alors que faire ? Réduire la TVA pour les livres ? Le temps des petits gestes est révolu. En 2015, quand la mesure a été prise, le marché du livre était déjà en phase critique. Pour le sauver, des efforts budgétaires sont nécessaires afin de recréer de vrais espaces de lecture qui soient des avant-postes de la défense du livre.



Nos Apuseni

Texte et photos : Mircea Reștea

Après le dernier grand reportage de *Regard* sur les artisans de Bucarest, nous avons voulu de nouveau prendre l'air et le pouls de la campagne roumaine. Où aller après nos excursions dans le Maramureș, la Dobrogea, la Bucovine, le Banat, Viscri et le Delta ? Les zones à découvrir restent nombreuses, mais les circonstances ont voulu que nous nous penchions cette fois-ci sur les monts Apuseni.

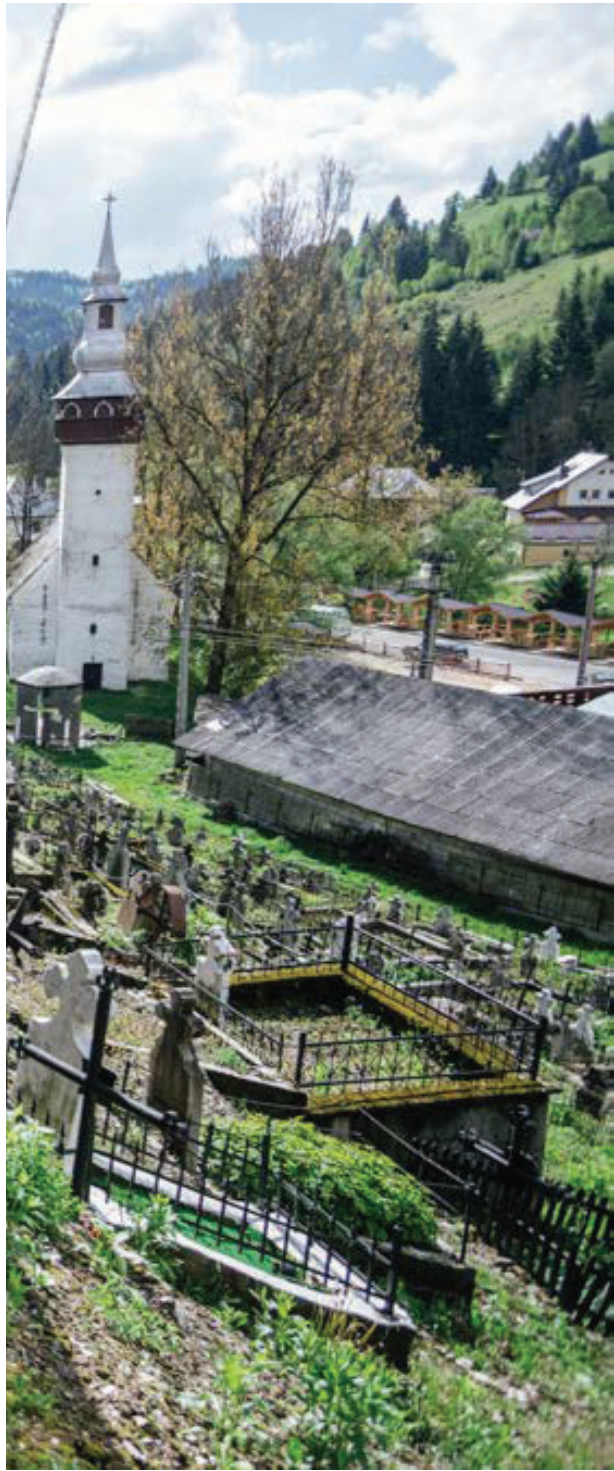
Quelles circonstances ? Une intuition, une envie, des circonstances non liées à l'actualité ou à un thème qui serait prioritaire. Le photographe Mircea Reștea, basé à Cluj et avec qui nous avons précédemment collaboré, s'est rendu dans plusieurs villages de cette région emblématique de Transylvanie. L'idée, comme d'habitude, était de s'intégrer dans un quotidien, être au plus proche des gens. Mais avec une certaine distance, un certain recul pour mieux voir.

Chers lecteurs, la rédaction vous souhaite une bonne lecture, ou plutôt un bon visionnage, paisible. LC

Ioan Nicola, 64 ans, a travaillé comme chef de section à l'usine de mécanique de Cugir. Retraité, il s'occupe désormais du petit bois de sa propriété qui se trouve au centre du village de Horea (commune de Horea, voir situation sur la carte). Ici, il brûle les branches tombées des arbres pour permettre le pâturage des vaches.



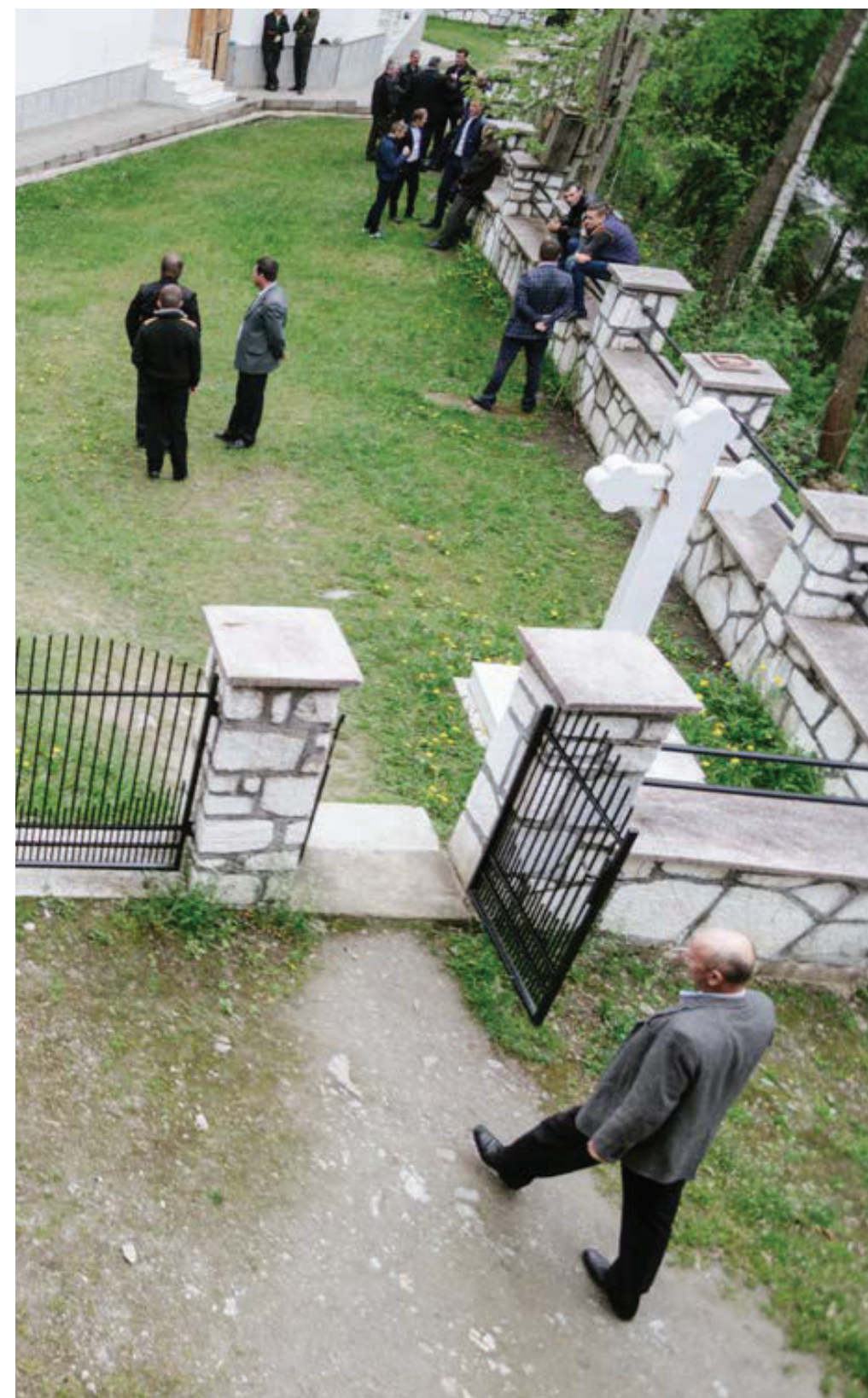




À l'entrée de l'église du village de Horea, les hommes déposent leur chapeau dans un petit placard.







À la Une

Pendant la messe dominicale qui dure presque quatre heures, la cour de l'église devient aussi un lieu de rencontre pour les habitants des villages alentours.





Lucian Giurgiu, 40 ans, a toujours été éleveur de vaches. Marié à Ioana, ils ont ensemble deux enfants : Alexandru, 7 ans, et Alin, 5 ans. D'avril à octobre, toute la famille et leurs animaux – 12 vaches, 2 chevaux, 2 porcs et quelques poules – déménagent à 20 km de leur village de Mătișești, commune de Horea pour Poiana Horea (village de la commune de Beliș, département de Cluj). Ils ne vivent alors ensemble que pendant les vacances et le week-end. La semaine, Lucian revient à Mătișești pour s'occuper d'Alexandru qui est en classe primaire.







Viorica Costea est née à Horea, et elle est enseignante depuis 41 ans au village de Mătișești. Elle prendra sa retraite à la fin de l'année et elle ne cache pas sa déception de voir la région se dépeupler. Ces derniers mois, douze élèves sont déjà partis avec leur famille. « *Si les dirigeants de ce pays ne font rien, on risque de se retrouver seuls avec les sangliers, les ours et les morts du cimetière* », soupire-t-elle.









Ioan Trif (débardeur blanc), 38 ans, est né à Horea et travaille dans le bois depuis dix-sept ans. Il est aujourd’hui employé par un entrepreneur local à Mătișești. Le bois est la principale source de revenu dans la région, mais il est difficile de faire parler ceux qui s’en occupent. Les scandales sur la déforestation sauvage ont marqué les esprits * (voir numéro précédent de *Regard*).

* Selon une étude récente de l’Institut national des statistiques (INS), la superficie forestière s’est maintenue stable en 2016, en partie grâce aux aménagements effectués par le Fonds forestier national. Le volume de bois coupé a par ailleurs diminué de 5,2% par rapport à 2015.

...dans leurs traces

Indomptables, peu bavards, entourés de légendes : les « Moți », habitants des Monts Apuseni, région située au cœur de la Transylvanie, à plus de 1400 mètres d’altitude, sont considérés comme les descendants directs des Daces, ancêtres des Roumains.

Si des doutes persistent quant à l’origine de leur nom, la version la plus répandue lie le nom « Moț » au catogan qu’ils portaient autrefois sur la nuque. Leur autre nom, « Top », est un dérivé de l’allemand « Zoph », qui signifie toujours catogan. Câmpeni, le chef lieu de Țara Moșilor (le pays des Moți), était appelé Topfesdorf par les Autrichiens.

« *La civilisation rurale des Apuseni semble figée dans le temps, elle rappelle celle du troisième millénaire avant J.C.* », confie l’historien et archéologue Horia Ciugudean, grand passionné de la région. Aujourd’hui comme jadis, les habitants ont trois occupations principales : le pâturage, le travail du bois (domaine dans lequel ils excellent), et l’extraction des gisements métallifères, qui remonte à l’époque des Daces et de l’occupation romaine. Depuis toujours, au printemps, les éleveurs montent avec leurs troupeaux sur les alpages où ils passent l’été dans des cabanes isolées.

« *Țara Moșilor est une zone extrêmement conservatrice. Sa géographie a imposé un certain type de civilisation et d’économie* », souligne Horia Ciugudean. Dépourvue de centres urbains ou commerciaux, elle est demeurée largement autarcique, repliée sur elle-même. « *C’est une*

zone unique, domptée par l’homme mais toujours sauvage », estime l’historien.

Reflet de cette géographie pittoresque mais rude et difficile d’accès, les habitants sont réservés, méfiants envers les étrangers. Braves et frondeurs, ils se sont révoltés contre les autorités austro-hongroises en 1784 puis en 1848. Décrite par le grand écrivain Ioan Slavici (1848-1925) comme « la partie la plus noble du peuple roumain », la région des Apuseni a maintenu vif l’esprit roumain dans la Transylvanie occupée par l’Autriche-Hongrie. Les Moți sont très attachés aux traditions et croyants (orthodoxes), même si des éléments de la période pré-chrétienne et de ses rituels païens perdurent. Mais ces hommes robustes et travailleurs se sentent aujourd’hui une nouvelle fois défiés. Ils dénoncent notamment les restrictions imposées sur les coupes de bois et accusent le gouvernement de permettre en revanche à l’Autrichien Schweighofer Holzindustrie d’abattre sans pitié les forêts qui leur ont appartenu depuis des générations. « *C’est comme une plaie du passé qui ne se referme pas* », explique M. Ciugudean.

Sous le communisme, plusieurs usines et mines ont été ouvertes dans la région. Mais la plupart sont désormais fermées, poussant nombre d’habitants à émigrer, à la recherche d’emplois. Résultat ? La région se dépeuple lentement. « *D’un point de vue historique, la Roumanie doit beaucoup à cette région, mais n’a pas tenu ses promesses d’une vie meilleure pour les Moți* », regrette Horia Ciugudean.

Mihaela Rodina

Note : du 25 au 27 août, la deuxième édition du Smida Jazz Festival aura lieu au cœur du Parc naturel Apuseni, dans le village de Smida, commune de Beliș (département de Cluj). *Regard* est partenaire média de l’événement. Pour plus d’informations, visiter le site www.smidajazz.ro



« Il ne suffit pas de dire que la Roumanie est un pays sûr »

Propos recueillis par Carmen Constantin
Photo : Bogdan Baraghin

La région sud-orientale de l’Europe est devenue un espace crucial pour la sécurité du continent. Où sont les risques ? Qu’en est-il des activités de l’Otan * dans la zone ? Analyse de la situation avec Dan Claudiu Degeratu, professeur universitaire expert en défense et sécurité.

* L’Organisation du traité de l’Atlantique nord (Otan) est l’organisation politico-militaire mise en place par les pays du Traité de l’Atlantique nord, signé le 4 avril 1949, afin d’assurer leur sécurité. Elle a vu le jour dans le contexte du début de la guerre froide et regroupe principalement la plupart des pays de l’Europe occidentale et les États-Unis. Son action s’étend désormais à différents théâtres d’opération dans le monde, et elle agit aussi contre le terrorisme international.

Regard : Comment jugez-vous la situation en Ukraine ? Est-elle un danger pour la Roumanie ?

Dan Claudiu Degeratu : Oui, car il s’agit d’une zone de conflit très proche. Nous avons tendance à penser que ce n’est qu’un autre « conflit gelé », mais les incidents sont hebdomadaires et l’activité militaire y est intense. La Russie essaie d’attirer les voisins de l’Ukraine dans sa logique de guerre, ce qui constitue un danger réel pour la Roumanie. Par ailleurs, les prises de position du ministère russe des Affaires étrangères sont souvent erronées, leur objectif est évidemment de manipuler les opinions, que ce soit concernant le bouclier anti-missiles de la base de Deveselu, des troupes de l’Otan en Roumanie ou de la situation géostratégique en mer Noire. Il est clair que pour Moscou, le flanc sud-est de l’Alliance Nord-Atlantique, et notamment la Roumanie, est un « dossier spécial ». Les Russes observent de très près notre partenariat stratégique avec les États-Unis et la présence significative des Américains sur notre sol.

La Roumanie assume également un rôle important afin de protéger l’Ukraine des attaques cybernétiques (attaques contre des dispositifs informatiques, ndlr) ...

Nous avons effectivement un rôle de coordination au niveau de l’Otan pour protéger l’Ukraine en ce sens, et nous ne manquons pas de spécialistes de haut niveau. Contre les attaques cybernétiques, la Roumanie se classe deuxième au sein de l’Alliance, juste derrière les États-Unis. De fait, cette menace a fortement augmenté, surtout pour les institutions en lien avec l’Alliance Nord-Atlantique qui rapportent des dizaines de milliers d’attaques chaque année visant notamment leurs pages Internet.

La Russie serait derrière des attaques cybernétiques qui auraient influencé les processus électoraux aux États-Unis, mais aussi dans d’autres pays européens...



La promesse la plus importante c'est que vous allez prendre soin d'eux

Dès la nouvelle que vous serez parent, vous avez fait la promesse de prendre soin de vos proches pour toute la vie. Soyez-en sûr, avec l'assurance vie Groupama.

Visitez le site www.groupama.ro pour découvrir les bénéfices jusqu'au 7 juillet.

Asigurăm tot ce contează pentru tine.
Ală Groupama: 0374 110 110 www.groupama.ro

Cela semble effectivement être le cas. Depuis environ un an et demi, les structures cybernétiques de la Russie se développent non pas pour protéger le pays, mais surtout pour des activités d'espionnage, d'influence à l'extérieur. Certains documents le prouvent. Avant, le système de défense russe ne comprenait que des domaines classiques, l'infanterie marine, l'aviation, les communications. Désormais, l'arme cybernétique fait partie intégrante du système, avec un composant offensif évident. Depuis l'intervention en Géorgie où l'arme principale fut le chantage énergétique, la dimension informatique s'est clairement imposée.

Si vous lisez les trois derniers rapports du ministère roumain de l'Intérieur ou de nos services de renseignements, vous ne trouverez pas grand-chose sur les réfugiés. »

Washington a récemment annoncé que les États-Unis investiraient des dizaines de millions de dollars pour renforcer la base militaire de Mihail Kogălniceanu (département de Constanța, ndlr), qu'en pensez-vous ?

Pendant longtemps, le partenariat stratégique avec les États-Unis s'est limité au domaine militaire, à la modernisation des forces armées. Depuis, la coopération s'est développée, il s'agit aussi d'échanges réciproques d'informations, de coordination des positions à l'intérieur de l'Otan, de plus d'achats d'armement. D'autant que le contexte régional justifie amplement la présence américaine et le développement de la base de Kogălniceanu. En Turquie, à la base aérienne de Incirlik, des problèmes entre le pays hôte et des troupes alliées sont apparus, notamment avec les Allemands après que le Bundestag ait reconnu le génocide arménien perpétré par les Turcs en 1915.

Comment le rôle de la Roumanie au sein de l'Alliance va-t-il évoluer suite à l'achat du système de missiles Patriot ?

Il s'agit d'un système moderne que peu de pays dans le monde détiennent. Mobile, il peut être utilisé pour défendre le territoire national mais aussi dans des missions de l'Otan conjointes. C'est un vrai avantage, il assure la défense aérienne pour les autres alliés. Un exemple, pendant la guerre en Irak, les États-Unis ont envoyé des missiles Patriot en Israël qu'ils ont pu déplacer en fonction des combats. Quand les Français, les Canadiens ou les Américains viennent ici, ils veulent constater notre contribution en termes de défense, pas seulement dormir dans de bons lits. L'effort de défense et de sécurité doit être partagé.

La Roumanie a jusqu'à présent été épargnée par le terrorisme, cela pourrait-il changer ?

Selon moi, il ne suffit pas de dire que nous sommes un pays sûr, il faut aussi le démontrer, et être actif. Exemple : la façon dont nous avons réagi face à la vague des réfugiés, sans constance ni politique claire, laisse à désirer. La plupart des pays de l'Otan font des rapports annuels sur les différents risques qui peuvent porter atteinte à leur sécurité. Or, si vous lisez les trois derniers rapports du ministère roumain de l'Intérieur ou de nos services de renseignements, vous ne trouverez pas grand-chose sur les réfugiés.

Une dernière question concernant la république de Moldavie... Comment voyez-vous l'avenir de ce pays qui semble se tourner davantage vers Moscou ?

La république de Moldavie est un point vulnérable pour la Roumanie, à cause de notre frontière commune et parce que comme vous le dites, l'influence russe s'y est intensifiée. D'un autre côté, on assiste à un changement générationnel au niveau politique, peut-être que le pays trouvera enfin une solution à un statu quo peu clair, avec une population pour l'instant russophile à 60-70% et minoritairement européenne. Je pense que Chișinău (capitale de la RM, ndlr) souhaite aujourd'hui développer ses propres capacités de défense. Mais la mainmise d'une élite pro-russe reste très forte.

vivre
les
cultures

INSTITUT
FRANÇAIS

Roumanie

livre

musique

architecture

notre expertise au service de la formation de vos équipes

français

spectacle vivant

arts visuels

cinéma

la salle Elvire Popesco de Bucarest une fenêtre ouverte sur le cinéma européen

retrouvez-nous dans nos lieux ou rejoignez-nous hors les murs

« La maîtrise d'une langue est un démultiplicateur de compétences. »*

Vos collaborateurs sont talentueux...

...en 2017 démultipliez leurs talents avec l'Institut français de Roumanie

Bd. Dacia nr. 77, București

Str. Ion I. C. Brătianu nr. 22, Cluj-Napoca

Bd. Carol I nr. 26, Iași

Bd. C.D. Loga nr. 46, Timișoara

(0374) 125 200

(0264) 598 551

(0232) 267 637

(0256) 201 453

Retrouvez-nous sur les réseaux

f

t

YouTube

*Marianne Conde Salazar, CCI Paris Île de France

L'autre Budapest

Texte et photos : Hélène Bienvenu

Ces dernières années, la capitale hongroise a surtout fait parler d'elle à cause de son Premier ministre, dont la politique conservatrice sans partage depuis 2010 n'agace pas que le Parlement européen. Mais cette ville de presque deux millions d'habitants, traversée par le fleuve Danube et visitée par plus de trois millions de touristes chaque année, recèle d'autres choses.
La preuve en quelques images.



Budapest est indissociable de « son » fleuve, le Danube, qui la scinde en deux. Rive droite : Buda, ses collines verdoyantes et son château. Rive gauche, la plaine de Pest, besogneuse et institutionnelle.* Au milieu, l'île Marguerite, véritable poumon vert.

* C'est en 1873 que Budapest ne devient qu'une, réunissant les entités historiques d'Óbuda (qui abritait l'ancienne cité romaine d'Aquincum, au nord de Buda), Buda avec son château médiéval du 14ème siècle (rive droite), et Pest. À ce moment-là, Budapest devient véritablement la deuxième métropole de l'empire austro-hongrois, après l'instauration de la double monarchie en 1867.



La résidence Gutenberg, emblématique du Budapest de l'âge d'or, a été inaugurée en 1907. Budapest, alors en pleine croissance, construit à tour de bras de fastueux immeubles à usage mixte : résidentiels – habités par la bourgeoisie naissante –, ils hébergent également boutiques et bureaux au rez-de-chaussée. C'est l'association des imprimeurs hongrois qui commandita la construction de l'immeuble Gutenberg, orné de majoliques de style Sécession. Aujourd'hui, sa rénovation se fait attendre, les fonds nécessaires n'ayant pas encore été réunis.



Ces immeubles à cours dont se dote Budapest à la fin du 19ème, début du 20ème siècle font également face au dilemme actuel de leur rénovation. Délaissés par les Hongrois les plus aisés qui leur préfèrent le pavillon de banlieue ou le bâti neuf, leurs copropriétaires n'ont qu'exceptionnellement les moyens de procéder à leur ravalement.



Szimpla Kert, certainement le bar le plus connu de la capitale hongroise, s'installe définitivement dans le quartier juif en 2004, ouvrant le bal des « bars en ruine ». Depuis, des dizaines d'immeubles centenaires du centre-ville, souvent en état de délabrement avancé, se sont convertis en palais nocturnes, assidûment fréquentés par les jeunes et les touristes étrangers.



Szimpla Kert, face B. Le dimanche matin, le bar fait place aux étals des petits producteurs. C'est l'un des rares marchés de la capitale ouvert le dimanche.



Arpentée sans relâche par les touristes, la colline du château de Buda et ses ruelles pavées aux façades baroques dévoilent aussi une intense vie riveraine.



Le pont de la Liberté a été inauguré en 1896 en présence de l'empereur François-Joseph, dont il prit le nom. Aujourd'hui, à la belle saison, les jeunes Budapestois investissent ses balustrades centrales pour profiter du somptueux panorama danubien.

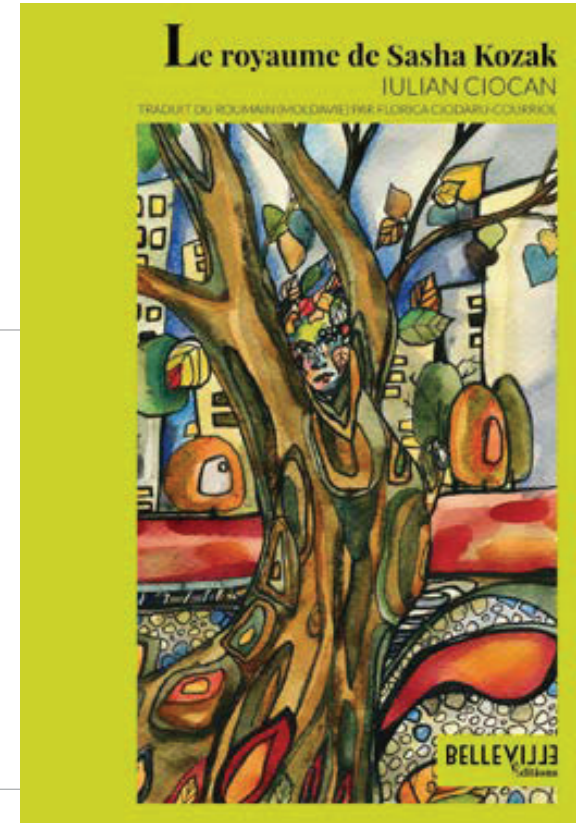
Propos recueillis
par
Matei Martin

En république de Moldavie, le paysage politique est décevant (voir précédent numéro de *Regard*). Journaliste à Radio Europa Liberă, Iulian Ciocan est confronté aux aberrations d’une transition démocratique qui semble sans fin. Il est aussi écrivain, et vient de publier son premier roman en France (voir encadré).

Une écriture voisine

Regard : Que reste-t-il des ambitions européennes de la république moldave après l’arrivée au pouvoir d’Igor Dodon ?

Elles sont plus fragiles, bien sûr. Igor Dodon est un homme politique aux convictions profondément pro-russes. Il fut d’ailleurs le seul chef d’État présent à la dernière parade militaire de la Place rouge. Dodon est très fier de côtoyer Poutine devant le monde entier, et ne semble pas dérangé par le fait que d’autres présidents n’aient pas voulu venir à Moscou le 9 mai dernier. De toute façon, avec ou sans Igor Dodon, la route de la Moldavie vers l’Europe reste longue est sinueuse. Et je ne suis même pas sûr que l’État moldave ait vraiment des ambitions européennes. C’est plutôt une figure de rhétorique. Depuis 1991, la machinerie étatique moldave s’auto-suffit, elle est plutôt préoccupée par le bien-être des bureaucrates et des dirigeants. La corruption et le vol font des ravages. Je ne parle pas uniquement des sommes colossales dérobées de trois banques importantes ; on continue de voler à grande échelle, à tous les niveaux de la société.



Un pays à la recherche de son identité, scindé entre russophones et roumanophones, marqué par les cicatrices d’une transition démocratique parfois injuste, divisé par le rêve européen et une histoire turbulente. Et un écrivain qui essaie de comprendre le désastre et de survivre dans un monde pour lequel il n’a pas les moindres aptitudes. Avec *Le royaume de Sasha Kozak*, Iulian Ciocan peint un tableau en noir et gris de la Moldavie actuelle : la précarité de la vie, la corruption et la délinquance, le spectre de la faillite personnelle et collective. Le démantèlement de l’Union soviétique a laissé place à une jungle où règne le redoutable Sasha Kozak. Documentaire sur la transition démocratique et économique en république de Moldavie ? Critique sociale ? Surtout une admirable fiction, écrite avec un humour acide et impitoyable.

Iulian Ciocan, *Le royaume de Sasha Kozak*, traduit du roumain par Florica Ciodaru-Courriol, Belleville Éditions.

En Roumanie, le débat sur l’union avec la république de Moldavie réapparaît de façon périodique, généralement pendant les campagnes électorales. Ce thème est-il d’actualité à Chișinău ?

C’est pareil chez nous. En Moldavie, comme en Roumanie, ce thème revient lors des échéances électorales. Mais il est clair qu’au niveau politique, la majorité ne désire pas l’union avec la Roumanie. Au sein de la population, les unionistes ne sont pas très nombreux non plus. Mais je pense qu’un vrai débat, calme et constructif, devrait avoir lieu. En tant qu’écrivain, je suis ravi de la collaboration entre les hommes de lettres de Moldavie et de Roumanie. Ce serait bien si cette coopération pouvait s’étendre à d’autres domaines, une interaction réelle, mutuellement profitable.

Comment se manifeste l’opposition ? Y a-t-il un espoir pour les partis démocratiques, pro-occidentaux ?

J’ai l’impression que l’opposition est entrée dans une sorte de dépression après la défaite de Maia Sandu à l’élection présidentielle de l’année dernière. Maintenant,

avec Igor Dodon président et la domination du Parti démocrate de l’oligarque Vladimir Plahotniuc au Parlement, la marge de manœuvre de l’opposition pro-occidentale est très restreinte. De plus, l’opposition est divisée et trop bariolée. Le gros problème des pro-occidentaux et des démocrates est ailleurs. Pendant des années, de nombreux profiteurs de toutes sortes se sont infiltrés dans les partis démocratiques et ont fini par discréditer la démocratie même. Nous avons un Parti démocrate très influent au Parlement. Mais est-il vraiment démocratique, ou pro-occidental ? Je l’ignore.

La Roumanie pourrait-elle servir de modèle institutionnel pour la lutte contre la corruption ?

Si elle l’est déjà pour la Bulgarie, pourquoi ne le serait-elle pas aussi pour la Moldavie ? Certes, de hauts fonctionnaires corrompus ont, ici aussi, été arrêtés. Sauf que la DNA roumaine (Direction nationale anti-corruption, ndlr) me semble plus indépendante que le CNA moldave (Centre national anti-corruption).

PROTÉGER VOTRE INVESTISSEMENT,
C'EST NOTRE SAVOIR-FAIRE !

En Roumanie, tous les partis ont été ciblés. Je doute que ce soit le cas chez nous.

Quelles similitudes et différences voyez-vous entre les transitions démocratiques moldave et roumaine ?

La corruption, la décadence morale, la pauvreté sont les éléments communs de ces transitions. Mais il y a quelques différences fondamentales. En Roumanie, grâce à l'adhésion à l'Union européenne, un sentiment d'appartenance à une communauté a pu se développer. Ici, la société reste désunie, il manque cette agrégation. Les individus se sont barricadés et restent en famille. Et comme je le mentionnais, en Roumanie, la DNA a vraiment lancé une lutte contre la corruption. En Moldavie, on en est encore loin. En tout cas, l'Union européenne a offert aux Roumains une lueur d'espoir, un avenir, alors que la Moldavie reste suspendue entre l'Est et l'Ouest. Rien n'est certain.

Vos livres abondent d'humour, d'ironie. D'où vient cette disposition à la comédie dans un contexte social et politique aussi tragique ?

Effectivement, dans tous mes romans, il y a de l'ironie et de l'auto-dérision. Même si je parle de faits tragiques. Je crois que le tragique a toujours une facette comique, bizarre, grotesque. Le tragique est tragique uniquement pour celui qui est touché par une souffrance. Il y aura toujours quelqu'un qui remarquera quelque chose de comique dans toute histoire tragique. En littérature, cela demande toutefois beaucoup de calme, de distance. Il faut pouvoir toucher le lecteur.

La fiction peut-elle mieux expliquer la réalité que les récits journalistiques ?

À mon sens, oui, la fiction a la force de pénétrer des terrains inaccessibles à la couverture journalistique. Un article dans un journal ne nous laisse pas deviner les profondeurs d'une histoire, les intentions cachées des protagonistes. Les journalistes sont en général préoccupés par une situation particulière, alors que l'écrivain présente un univers dans lequel ladite situation est placée dans un contexte plus vaste.



« Que serait la Bulgarie sans le monastère de Rila qui, dans les temps les plus sombres de l'histoire nationale, a maintenu allumé le flambeau de la foi ? »

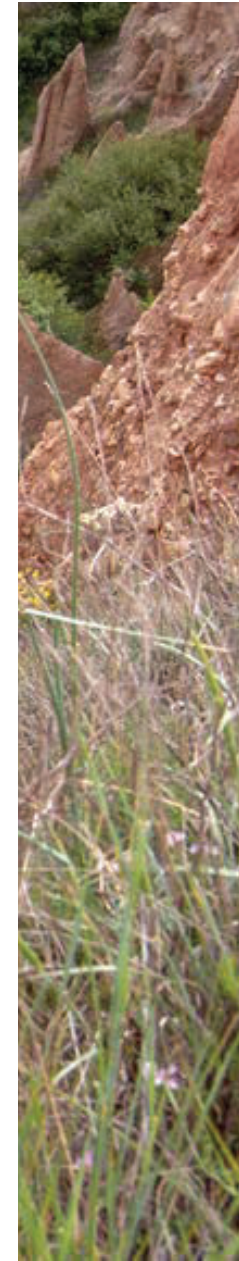
Pape Jean-Paul II, lors de sa visite en Bulgarie en 2012.

Rila

C'est l'Everest des Balkans... La montagne de Rila a toujours fasciné. Son sommet culminant à près de 3000 mètres porte aussi le nom de Musala, ou « Mus Allah », qui signifie le trône de Dieu. Il est considéré comme étant l'un des trois monts sacrés des Balkans avec le mont Olympe et le mont Athos en Grèce. Selon les scientifiques, il n'aurait jamais été immergé, cela expliquerait pourquoi, à une époque lointaine, certains le considéraient le toit du monde. Chaque année, le mont Rila attire plus de 50 000 randonneurs venus admirer la beauté de ses sept lacs, tous situés entre 2100 et 2500 mètres d'altitude. L'un d'eux, « Okoto » (l'œil), est le plus profond lac d'Europe (37,5 mètres) à cette altitude (2440 mètres).



Près du village de Stob, au pied du massif de Rila, se dressent de mystérieuses pyramides rocheuses. Tels des personnages immobiles, ces formations ont depuis toujours alimenté l'imaginaire local. Une légende raconte ainsi que juste avant ses noces, une mariée a malencontreusement dévoilé trop tôt son visage à son futur époux, ce qui figea la procession à jamais.



Le monastère de Rila, premier site touristique en Bulgarie, se situe sur le versant sud-ouest de la montagne éponyme. Il s'agit du plus grand monastère orthodoxe du pays, et il fait partie du patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1983. Centre culturel et spirituel majeur du 12ème au 14ème siècle, il fut fortement endommagé par les Ottomans à partir du 15ème siècle, avant d'être reconstruit au 19ème. Longtemps, il a caché les futurs héros de la libération du joug ottoman. Le site fascine par ses fresques murales, œuvres des plus grands maîtres bulgares.





La région de Rila est connue pour sa spiritualité. Source de force, d'inspiration et de quiétude pour de nombreux Bulgares, le mont donnerait certains pouvoirs surnaturels à ses plus proches habitants. Le village de Bistritsa abriterait même un oracle... Ses visions semblent valoir le déplacement puisque certains feraient régulièrement des milliers de kilomètres pour le rencontrer.



Au pied du Rila se trouve l'un des meilleurs vignobles du pays. Chaque année, ces vins gagnent de nombreux prix aux concours internationaux. Parmi les cépages les plus renommés, le Chardonnay, le Traminer rosé ou encore le Rubin, né d'un croisement de Nebbiolo et Syrah. Mais c'est le « Mavrud », sans doute le plus célèbre des cépages bulgares, qui intrigue le plus. La légende veut que ce vin millénaire fut déclaré boisson impériale par Khan Krum (755-814), souverain et chef de guerre, après qu'un enfant se nourrissant de ce raisin ait fait preuve d'une grande force et d'un courage extrême.

Texte et photos : Dimitri Dubuisson



LE CAFÉ N'EST PAS
QUE NOIR
www.dolce-gusto.ro

DÉCOUVREZ la qualité du café
obtenu par créativité!

Profitez d'un café parfait, préparé avec la nouvelle machine NESCAFÉ® Dolce Gusto® DROP. Le design inspiré par une goutte de café, la technologie moderne et la pression jusqu'à 15 bars vous offrent une expérience unique!

De nos audacieux cafés espresso jusqu'aux chocolats chauds qui cajolent vos sens et aux cafés latte macchiato appétissants qui impressionnent chaque fois avec les trois couches, les boissons NESCAFÉ® Dolce Gusto® sont conçues de telle sorte que chaque goutte inspire la qualité et le style. Visitez et commandez sur www.dolce-gusto.ro!





MIHAELA DEDEOGLU

ZEBRA

LUNI-VINERI 10:00-13:00

București 93.5 FM ■ Iași 97.9 FM
Craiova 94 FM ■ Sibiu 89 FM
Cluj-Napoca 91.7 FM ■ Timișoara 96.9 FM
Chișinău 107.3 FM

Disponibil pe internet
și aplicație smartphone – rfi.ro



La Francophonie
contribue à un monde
plus juste en favorisant
le dialogue entre
les 5 continents

274 millions de locuteurs dans le monde.
125 millions d'apprenants chaque année.
60% des francophones ont moins de 30 ans.

Le français
est une chance
francophonie.org

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie



Couverture du numéro 9 de notre supplément en roumain, sorti début juin (1200 exemplaires sur papier recyclé / 28,5 cm sur 42,5 cm / 8 pages).

Rédacteur en chef
Laurent Couderc

Secrétaire générale
Jacqueline Laye

Secrétaire de rédaction
Cătălina Kahn

Ont participé à la rédaction de ce numéro

Hélène Bienvenu
Valentina Budur
Carmen Constantin
Nicolas Don
Dimitri Dubuisson
Aline Fontaine
Ioana Lazăr
Matei Martin
Dan Popa
Mircea Reștea
Benjamin Ribout
Marianne Rigaux
Mihaela Rodina

Maquette
Q-T-RAZ

Agences, photos et illustrations

Bogdan Baraghin
Hélène Bienvenu
Georgian Constantin
Dimitri Dubuisson
Aline Fontaine
Nicolas Friess
Corina Eredenta Moldovan-Florea
Mircea Reștea
Mediafax

Imprimerie
Imprimeria Arta Grafică

Web master
Marius Weber

Abonnez-vous dès maintenant à REGARD

Abonnement pour 12 mois (4 numéros)
75 RON en Roumanie
(40 euros à l'étranger, le timbre coûtant
7,10 euros pour l'envoi d'un exemplaire)

Abonnement pour 24 mois (8 numéros)
140 RON en Roumanie
(80 euros à l'étranger, le timbre coûtant
7,10 euros pour l'envoi d'un exemplaire)

Abonnement numérique
Gratuit via l'abonnement papier

en ligne : catalina@regard.ro, www.regard.ro / par téléphone : + (4) 0742 204 402

REGARD remercie ses partenaires





GLOBAL FINANCE:

« Best Trade Finance Bank in Romania »
2016

UNE RAISON DE PLUS DE CROIRE
A LA CROISSANCE DE VOS AFFAIRES

TA BANQUE. TON EQUIPE



GRUPE SOCIETE GENERALE

WWW.BRD.RO

